

O MARECHAL HERMES RODRIGUES DA FONSECA,

Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil.

Faço saber aos que a presente Carta de Ratificação virem que, entre os Estados Unidos do Brazil e os paizes representados na Conferencia Radio-telegraphica Internacional, realizada em Londres no anno de 1912, foram concluidos e assignados, pelos respectivos Delegados, em 5 de Julho do mesmo anno, uma Convenção Radio-telegraphica, um Protocollo final

(*) Reproduz-se por ter sido publicado com incorrecções.

Le 1910
e o respectivo Regulamento de Serviço; os quaes são do teor seguinte:

Convention Radiotélégraphique Internationale conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine, la Belgique, le Congo Belge, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et l'Algérie, l'Afrique Occidentale Française, l'Afrique Equatoriale Française, l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie, la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques, l'Union de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne, le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, l'Italie et Colonies Italiennes, le Japon et Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung, le Maroc, le Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie et les Possessions et Protectorats Russes, la République de Saint-Martin, le Siam, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

LES soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Londres, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques (stations côtières et stations de bord) qui sont établies ou exploitées par les Parties contractantes et ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

ARTICLE 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

ARTICLE 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Chaque station de bord est tenue d'échanger les radiotélégrammes avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du présent article n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

31170 Quinta-feira 21

ARTICLE 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique relativement déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux, ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

ARTICLE 6.

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1er, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiés dans le Règlement.

ARTICLE 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1er, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

ARTICLE 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 10.

La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1. — (a) La «taxe côtière» qui appartient à la station côtière,
 - (b) La «taxe de bord» qui appartient à la station de bord;
 2. La taxe pour la transmission sur les lignes télégraphiques, calculée d'après les règles ordinaires;
 3. Les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.
- Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont dépend la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont dépend le navire.

ARTICLE 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Règlement y relatif peuvent être à tout époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ayant le pouvoir de modifier la Convention et le Règlement auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

ARTICLE 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des pays contractants.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Sont considérés comme formant un seul pays pour l'application du présent article : —

- L'Afrique orientale allemande;
- L'Afrique allemande du Sud-Ouest;
- Le Cameroun;
- Le Togo;
- Les Protectorats allemands du Pacifique;
- L'Alaska;
- Hawaï et les autres possessions américaines de la Pa-
- lynésie;
- Les Îles Philippines;
- Porto-Rico et les possessions américaines dans les An-
- tilles;
- La zone du Canal de Panama;
- Le Congo Belge;
- La Colonie espagnole du Golfe de Guinée;
- L'Afrique occidentale française;
- L'Afrique équatoriale Française;
- L'Indo-Chine;
- Madagascar;
- La Tunisie;
- L'Union de l'Afrique du Sud;
- La Fédération australienne;
- Le Canada;
- Les Îles britanniques;
- La Nouvelle-Zélande;
- L'Erythrée;
- La Somalie italienne;
- Chosen, Formose, le Sakhalin japonais et le territoire
- louré de Kwantoung;
- Les Indes néerlandaises;
- La Colonie de Curaçao;
- L'Afrique occidentale portugaise;
- L'Afrique orientale portugaise et les possessions portu-
- gaises asiatiques;
- L'Asie centrale russe (littoral de la Mer Caspienne);
- Boukhara;
- Khiva;
- La Sibirie occidentale (littoral de l'Océan glacial);
- La Sibirie orientale (littoral de l'Océan Pacifique).

ARTICLE 13.

Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale. Les frais de cette institution sont supportés par tous les pays contractants.

ARTICLE 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un Pays contractant ou accepté en transit par l'Administration d'un Pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'Administration d'un Pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'Administration d'un Pays contractant l'a accepté en transit d'un Pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un Pays non contractant.

ARTICLE 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er.

ARTICLE 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou de chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent article et à l'article 22.

ARTICLE 17.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention Télégraphique Internationale de St. Pétersbourg du 10/22 juillet 1875, sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

ARTICLE 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international prévu à l'article 13.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront 144 lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Pays relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 21.

Les Hautes Parties contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1er et, notamment, aux installations navales et militaires ainsi qu'aux stations assurant des communications entre points fixes. Toutes ces installations et stations restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique maritime, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Si, d'autre part, des stations côtières assurent, en même temps que la correspondance publique avec les navires en mer, des communications entre points fixes, elles ne sont pas soumises, pour l'exécution de ce dernier service, aux dispositions de la Convention, sous réserve de l'observation des articles 8 et 9 de cette Convention.

Cependant les stations fixes qui font de la correspondance entre terre et terre ne doivent pas refuser l'échange de radiotélégrammes avec une autre station fixe à cause du système adopté par cette station; toutefois la liberté de chaque Pays reste entière en ce qui concerne l'organisation du service de la correspondance entre points fixes et la détermination des correspondances à faire par les stations affectées à ce service.

ARTICLE 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er juillet 1913, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Parties contractantes la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 23.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Londres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Parties qui l'auront ratifiée. En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet, 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:]

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FELTZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER von JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL v. OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOIGINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

Dr. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
H. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA y GARRIDO.

JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour la Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies Italiennes:

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUHIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Londres, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

La nature exacte de l'adhésion notifiée de la part de la Bosnie-Herzégovine n'étant pas encore déterminée, il est reconnu qu'une voix est attribuée à la Bosnie-Herzégovine, une décision devant intervenir ultérieurement sur le point de savoir si cette voix lui appartient en vertu du second paragraphe de l'article 12 de la Convention, ou si cette voix lui est accordée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.

II.

Il est pris acte de la déclaration suivante:

La Délégation des Etats-Unis déclare que son Gouvernement se trouve dans la nécessité de s'abstenir de toute action concernant les tarifs, parce que la transmission des radiotélégrammes ainsi que celle des télégrammes dans les Etats-Unis est exploitée, soit entièrement, soit en partie, par des Compagnies commerciales ou particulières.

III.

Il est également pris acte de la déclaration suivante:

Le Gouvernement du Canada se réserve la faculté de fixer séparément, pour chacune de ses stations côtières, une taxe maritime totale pour les radiotélégrammes originaires de l'Amérique du Nord et destinés à un navire quelconque, la taxe côtière s'élevant aux trois cinquièmes et la taxe de bord aux deux cinquièmes de cette taxe totale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETZCH.
Dr. EMIL KRAUSE.
FIELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLES L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER von JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL v. OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLEET.
Dr. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOINGER, G.M.
ADOLF DAXINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

Dr. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELOOURET.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour la Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

PROP. A. BATTIELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhaline, Japo-
mais et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Surinam:

PÉRK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH, PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

REGLEMENT DE SERVICE ANNEXÉ À LA CONVENTION RADIOTELEGRAPHIQUE INTERNATIONALE

1. Organisation des Stations radiotélégraphiques.

ARTICLE I.

Le choix des appareils et des dispositifs radiotélégraphiques à employer par les stations côtières et les stations de bord est libre. L'installation de ces stations doit répondre, autant que possible, aux progrès scientifiques et techniques.

ARTICLE II.

Deux longueurs d'onde, l'une de 600 mètres et l'autre de 300 mètres, sont admises pour le service de la correspondance publique générale. Toute station côtière ouverte à ce service doit être équipée de façon à pouvoir utiliser ces deux longueurs d'onde, dont l'une est désignée comme la longueur normale de station. Pendant toute la durée de son d'onde normale de station côtière doit être en état de recevoir ouverture chaque station au moyen de sa longueur d'onde normale. Les appels faits au moyen de sa longueur d'onde normale. Toutefois, pour les correspondances visées au paragraphe 2 de l'article XXV, il est fait usage d'une longueur d'onde de 1,800 mètres. En outre, chaque Gouvernement peut autoriser l'emploi, dans une station côtière, d'autres longueurs d'onde destinées à assurer un service de longue portée, ou un service autre que celui de la correspondance publique générale et établi conformément aux dispositions de la Convention, sous la réserve que ces longueurs d'onde ne dépassent pas 600 mètres ou qu'elles soient supérieures à 1,600 mètres.

En particulier, les stations utilisées exclusivement pour l'envoi de signaux destinés à déterminer la position des navires ne doivent pas employer des longueurs d'onde supérieures à 150 mètres.

ARTICLE III.

1. Toute station de bord doit être équipée de façon à pouvoir se servir des longueurs d'onde de 600 mètres et de 300 mètres. La première est la longueur d'onde normale, et ne peut être dépassée dans la transmission, hormis le cas de l'article XXV (paragraphe 2).

Il peut être fait usage d'autres longueurs d'ondes, inférieures à 600 mètres, dans des cas spéciaux, et moyennant l'approbation des Administrations dont dépendent les stations côtières et les stations de bord intéressées.

2. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station de bord doit pouvoir recevoir les appels effectués au moyen de sa longueur d'onde normale.

3. Les navires de faible tonnage qui seraient dans l'impossibilité matérielle d'utiliser la longueur d'onde de 600 mètres pour la transmission peuvent être autorisés à employer exclusivement la longueur d'onde de 300 mètres; ils doivent être en mesure de recevoir au moyen de la longueur d'onde de 600 mètres.

ARTICLE IV.

Les communications entre une station côtière et une station de bord, ou entre deux stations de bord, doivent être échangées de part et d'autre au moyen de la même longueur d'onde. Si, dans un cas particulier, la communication est difficile, les deux stations peuvent, d'un commun accord, passer de la longueur d'onde au moyen de laquelle elles correspondent à l'autre longueur d'onde réglementaire. Les deux stations reprennent leurs longueurs d'onde normales lorsque l'échange radiotélégraphique est terminé.

ARTICLE V.

1. Le Bureau international dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle mentionnant les stations côtières, leurs portées normales, les principales lignes de navigation et le temps employé normalement par les navires pour la traversée entre les divers ports d'atterrissage.

2. Il établit et publie une Nomenclature des stations radiotélégraphiques visées à l'article 1^{er} de la Convention, ainsi que des suppléments périodiques pour les additions et modifications. Cette Nomenclature donne pour chaque station les renseignements suivants:

1^o Pour les stations côtières: le nom, la nationalité territoriale, la position géographique indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude du lieu; pour les stations de bord: le nom et la nationalité du navire; le cas échéant, le nom et l'adresse de l'exploitant;

2^o l'indicatif d'appel (les indicatifs doivent être différenciés les uns des autres, et chacun doit être formé d'un groupe de trois lettres);

3^o la portée normale;

4^o le système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système d'émission (étincelles musicales, tonalité exprimée par le nombre de vibrations doubles, &c.);

5^o les longueurs d'onde utilisées (la longueur d'onde normale est soulignée);

6^o la nature des services effectués;

7^o les heures d'ouverture;

8^o le cas échéant, l'heure et le mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques;

9^o la taxe côtière ou de bord.

3. Sont compris également dans la Nomenclature les renseignements relatifs aux stations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1^{er} de la Convention qui sont communiqués au Bureau international par l'Administration dont muniqués aux stations, pourvu qu'il s'agisse, soit d'Administrations adhérentes à la Convention, soit d'Administrations non adhérentes, mais ayant fait la déclaration prévue à l'article XLVII.

4. Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les stations radiotélégraphiques:

PG, station ouverte à la correspondance publique générale;

PH, station ouverte à la correspondance publique restreinte;

P, station d'intérêt privé;

O, station ouverte seulement à la correspondance officielle;

N, station ayant un service permanent;

X, station n'ayant pas de vacations déterminées.

5. Le nom d'une station de bord indiqué à la première colonne de la Nomenclature doit être suivi, en cas d'homonymie, de l'indicatif d'appel de cette station.

ARTICLE VI.

L'échange de signaux et de mots superflus est interdit aux stations visées à l'article 1^{er} de la Convention. Des essais et des exercices ne sont tolérés dans ces stations qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

Les exercices doivent être effectués avec des longueurs d'onde différentes de celles admises pour la correspondance publique, et avec le minimum de puissance nécessaire.

ARTICLE VII.

1. Toutes les stations sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie nécessaire pour assurer une bonne communication.

2. Toute station côtière ou de bord doit satisfaire aux conditions suivantes:

(a) Les ondes émises doivent être aussi pures et aussi peu amorties que possible.

En particulier, l'usage de dispositifs transmetteurs dans lesquels la production des ondes émises est obtenue en chargeant directement l'antenne par étincelles (spark serial) n'est pas autorisée, sauf dans les cas de détresse.

Il peut cependant être admis pour certaines stations spéciales (par exemple, celles des petits bateaux dans lesquelles la puissance primaire ne dépasse pas cinquante watts).

(b) Les appareils doivent être à main de transmettre et de recevoir à une vitesse au moins égale à 20 mots par minute, le mot étant compté à raison de 5 lettres.

Les installations nouvelles mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts seront équipées de telle sorte qu'il soit possible d'obtenir facilement plusieurs portées inférieures à la portée normale, la plus faible étant de 15 milles nautiques environ. Les installations anciennes installées en jeu une énergie de plus de 50 watts, seront transformées, autant que possible, de manière à satisfaire aux prescriptions précédentes.

(c) Les appareils récepteurs doivent permettre de recevoir, avec le maximum possible de protection contre les perturbations, les transmissions sur les longueurs d'onde prévues au présent Règlement, jusqu'à 600 mètres.

3. Les stations servant exclusivement à déterminer la position des navires (radiophares) ne doivent pas opérer dans un rayon supérieur à 30 milles nautiques.

ARTICLE VIII.

Indépendamment des conditions générales spécifiées à l'article VII, les stations de bord doivent également satisfaire aux conditions suivantes:—

(a) La puissance transmise à l'appareil radiotélégraphique, mesurée aux bornes de la génératrice de la station, ne doit pas, dans les circonstances normales, dépasser un kilowatt.

(b) Sous réserve des prescriptions de l'article XXV, paragraphe 2, une puissance supérieure à un kilowatt peut être employée, si le navire se trouve dans la nécessité de correspondre à une distance de plus de 200 milles nautiques de la station côtière la plus rapprochée, ou si, par suite de circonstances exceptionnelles, la communication ne peut être réalisée qu'au moyen d'une augmentation de puissance.

ARTICLE IX.

1. Aucune station de bord ne peut être établie ou exploitée par une entreprise privée sans une licence délivrée par le Gouvernement dont dépend le navire.

Les stations à bord des navires ayant leur port d'attache dans une colonie, possession, ou protectorat peuvent être désignées comme dépendant de l'autorité de cette colonie, possession, ou protectorat.

2. Toute station de bord titulaire d'une licence délivrée par l'un des Gouvernements contractants doit être considérée par les autres Gouvernements comme ayant une installation remplissant les conditions prévues par le présent Règlement.

Les autorités compétentes des pays où le navire fait escale peuvent exiger la production de la licence. A défaut de cette production, ces autorités peuvent s'assurer que les installations radiotélégraphiques du navire satisfont aux conditions imposées par le présent Règlement.

Lorsqu'une Administration ne remplit pas ces conditions, elle doit, dans tous les cas, adresser une réclamation à l'Administration du pays dont dépend le navire. Il est ensuite procédé, le cas échéant, comme le prescrit l'article XII, paragraphe 2.

ARTICLE X.

1. Le service de la station de bord doit être assuré par un télégraphiste possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend le navire, ou, en cas d'urgence et seulement pour une traversée, par un autre Gouvernement adhérent.

2. Il y a deux classes de certificats:—
(a) Le titre de première classe constate la valeur professionnelle du télégraphiste en ce qui concerne:—

(i) le réglage des appareils et la connaissance de leur fonctionnement;—

(ii) la transmission et la réception auditive à une vitesse qui ne doit pas être inférieure à 20 mots par minute;—

(c) la connaissance des règlements applicables à l'échange des communications radiotélégraphiques;—

Le certificat de seconde classe peut être délivré à un télégraphiste n'ayant qu'une vitesse de transmission et de réception de 12 à 19 mots par minute, tout en satisfaisant aux autres conditions susmentionnées. Les télégraphistes possesseurs d'un certificat de seconde classe peuvent être acquis:—

(a) sur les navires qui n'emploient la radiotélégraphie que pour leur service propre et pour la correspondance de l'équipage, en particulier sur les bateaux de pêche;—

(b) sur tous les navires, à titre de suppléants, pourvu que ces navires aient à bord au moins un télégraphiste possesseur d'un certificat de première classe. Toutefois, sur les

navires classés dans la première catégorie indiquée à l'article XIII, le service doit être assuré par un moins deux télégraphistes possesseurs de certificats de première classe.

Dans les stations de bord, les transmissions ne peuvent être faites que par un télégraphiste muni d'un certificat de première ou de seconde classe, exception faite des cas d'urgence où il serait impossible de se conformer à cette disposition.

3. En outre, le certificat constate que le Gouvernement a soumis le télégraphiste à l'obligation du secret des communications.

4. Le service radiotélégraphique de la station de bord est placé sous l'autorité supérieure du commandant du navire.

ARTICLE XI.

Les navires dotés d'installations radiotélégraphiques et classés dans les deux premières catégories indiquées à l'article XIII sont tenus d'avoir des installations radiotélégraphiques de secours dont tous les éléments sont placés dans des conditions de sécurité aussi grandes que possible et à déterminer par le Gouvernement qui délivre la licence. Ces installations de secours doivent disposer d'une source d'énergie qui leur soit propre, pouvoir être mises rapidement en marche, fonctionner pendant six heures au moins et avoir une portée minima de 80 milles nautiques pour les navires de la première catégorie et de 50 milles pour ceux de la deuxième catégorie. Cette installation de secours n'est pas exigée pour les navires dont l'installation normale remplit les conditions du présent article.

ARTICLE XII.

1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou au Règlement commis dans une des stations qu'elle a autorisées, elle constate les faits et fixe les responsabilités.

En ce qui concerne les stations de bord, si la responsabilité incombe au télégraphiste, l'Administration prend les mesures nécessaires, et, le cas échéant, retire le certificat. S'il est constaté que l'infraction résulte de l'usage des appareils ou d'instructions données au télégraphiste, il est procédé de même à l'égard de la licence accordée au navire.

2. Dans le cas d'infractions répétées à la charge du même navire, si les représentations faites à l'Administration dont dépend le navire par une autre Administration restent sans effet, celle-ci a la faculté, après en avoir donné avis, d'autoriser ses stations côtières à ne pas accepter les communications provenant du navire en cause. En cas de différend entre les deux Administrations, la question est soumise à un jugement arbitral à la demande de l'un des Gouvernements intéressés. La procédure est indiquée à l'article 18 de la Convention.

9. Durée du Service des Stations.

ARTICLE XIII.

(a) Stations côtières.

1. Le service des stations côtières est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans interruptions.

Toutefois certaines stations côtières peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration fixe les heures de service.

2. Les stations côtières dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs radiotélégrammes aux navires qui se trouvent dans leur rayon d'action et avant d'avoir reçu de ces navires tous les radiotélégrammes annoncés. Cette disposition est également applicable lorsque des navires signalent leur présence avant la cessation effective du travail.

(b) Stations de bord.

3. Les stations de bord sont classées en trois catégories:—

1.° Stations ayant un service permanent;

2.° Stations ayant un service de durée limitée;

3.° Stations n'ayant pas de vacations déterminées.

Pendant la navigation, doivent rester en permanence en écoute: 1.° les stations de la première catégorie; 2.° celles de la deuxième catégorie, durant les heures d'ouverture du service; en dehors de ces heures, ces dernières stations doivent rester sur écoute les dix premières minutes de chaque heure. Les stations de la troisième catégorie ne sont astreintes à aucun service régulier d'écoute.

Il appartient aux Gouvernements qui délivrent les licences spécifiées par l'article IX de fixer la catégorie dans laquelle est classé le navire au point de vue de ses obligations en ma-

qu'après avoir acquis la certitude que la communication motivée par l'appel de secours est terminée.

Les stations qui perçoivent un appel de détresse doivent se conformer aux indications données par le navire qui fait l'appel, en ce qui concerne l'ordre des communications ou leur cessation.

Dans le cas où à la fin de la série des appels de secours est ajouté l'indicatif d'appel d'une station déterminée la réponse à l'appel n'appartient qu'à cette dernière station, à moins que celle-ci ne réponde pas. A défaut de l'indication d'une station déterminée dans l'appel de secours, chaque station qui perçoit cet appel est tenue d'y répondre.

ARTICLE XXII.

Pour donner ou demander des renseignements concernant le service radiotélégraphique, les stations doivent faire usage des signaux contenus dans la liste annexée au présent Règlement.

b. Ordre de transmission.

ARTICLE XXIII.

Entre deux stations, les radiotélégrammes de même rang sont transmis isolement dans l'ordre alternatif ou par séries de plusieurs radiotélégrammes suivant l'indication de la station côtière à la condition que la durée de la transmission de chaque série ne dépasse pas quinze minutes.

c. Appel des stations et transmission des radiotélégrammes.

ARTICLE XXIV.

1. En règle générale, c'est la station de bord qui appelle la station côtière, quelle ait ou non à transmettre des radiotélégrammes.

2. Dans les eaux où le trafic radiotélégraphique est intense (La Manche, etc.), l'appel d'un navire à une station côtière ne peut, en règle générale, s'effectuer que si cette dernière se trouve dans la portée normale de la station de bord et lorsque celle-ci arrive à une distance inférieure à 75 pour cent de la portée normale de la station côtière.

3. Avant de procéder à un appel, la station côtière ou la station de bord doit régler le plus sensiblement possible son système récepteur et s'assurer qu'aucune autre communication ne s'effectue dans son rayon d'action; s'il en est autrement, elle attend la première suspension, à moins qu'elle ne reconnaisse que son appel n'est pas susceptible de troubler les communications en cours. Il en est de même dans le cas où elle veut répondre à un appel.

4. Pour l'appel, toute station fait emploi de l'onde normale de la station à appeler.

5. Si, malgré ces précautions, une transmission radiotélégraphique est entravée, l'appel doit cesser à la première demande d'une station côtière ouverte à la correspondance publique. Cette station doit alors indiquer la durée approximative de l'attente.

6. La station de bord doit faire connaître à chaque station côtière à laquelle elle a signalé sa présence le moment où elle se propose de cesser ses opérations ainsi que la durée probable de l'interruption.

ARTICLE XXV.

1. L'appel comporte le signal $\dots\dots$, l'indicatif de la station appelée émis trois fois, et le mot «*de*» suivi de l'indicatif de la station expéditrice, émis trois fois.

2. La station appelée répond en donnant le signal $\dots\dots$, suivi de l'indicatif, émis trois fois, de la station correspondante du mot «*de*», du son propre indicatif et du signal $\dots\dots$.

3. Les stations qui désirent entrer en communication avec des navires, sans cependant connaître les noms de ceux qui se trouvent dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal $\dots\dots$ (signal de recherche). Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont également applicables à la transmission du signal de recherche et à la réponse à ce signal.

ARTICLE XXVI.

Si une station appelée ne répond pas à la suite de l'appel (Article XXV) émis trois fois à des intervalles de deux minutes, l'appel ne peut être repris qu'après un intervalle de quinze minutes, la station faisant l'appel s'étant d'abord assurée du fait qu'aucune communication radiotélégraphique n'est en cours.

ARTICLE XXVII.

Toute station qui doit effectuer une transmission nécessairement l'emploi d'une grande puissance émet à trois fois le signal d'avertissement $\dots\dots$ avec la puissance minimum nécessaire pour atteindre les stations voisines. Elle ne commence ensuite à transmettre avec la grande puissance que 30 secondes après l'envoi du signal d'avertissement.

ARTICLE XXVIII.

1. Aussitôt que la station côtière a répondu la station de bord lui fournit les renseignements qui suivent et elle a des messages à lui transmettre; ces renseignements sont également donnés lorsque la station côtière en fait la demande:

(a) la distance approximative, en milles nautiques, du navire à la station côtière;

(b) la position du navire indiquée sous une forme concise et adaptée aux circonstances respectives;

(c) le prochain port auquel touchera le navire;

(d) le nombre de radiotélégrammes, s'ils sont de longueur normale, ou le nombre de mots, si les messages ont une longueur exceptionnelle.

La vitesse du navire en milles nautiques est indiquée spécialement à la demande expresse de la station côtière.

2. La station côtière répond en indiquant, comme il est dit au § 1, soit le nombre de télégrammes, soit le nombre de mots à transmettre au navire, ainsi que l'ordre de transmission.

3. Si la transmission ne peut avoir lieu immédiatement, la station côtière fait connaître à la station de bord la durée approximative de l'attente.

4. Si une station de bord appelée ne peut momentanément recevoir, elle informe la station appelante de la durée approximative de l'attente.

5. Dans les échanges entre deux stations de bord, il appartient à la station appelée de fixer l'ordre de transmission.

ARTICLE XXIX.

Lorsqu'une station côtière est saisie d'appels provenant de plusieurs stations de bord, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations seront admises à échanger leurs correspondances.

Pour régler cet ordre, la station côtière s'inspire uniquement de la nécessité de permettre à toute station intéressée d'échanger le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

ARTICLE XXX.

Avant de commencer l'échange de la correspondance, la station côtière fait connaître à la station de bord si la transmission doit s'effectuer dans l'ordre alternatif ou par séries (Article XXIII); elle commence ensuite la transmission ou fait suivre ces indications du signal $\dots\dots$.

ARTICLE XXXI.

La transmission d'un radiotélégramme est précédée du signal $\dots\dots$ et terminée par le signal $\dots\dots$ suivi de l'indicatif de la station expéditrice et du signal $\dots\dots$.

Dans le cas d'une série de radiotélégrammes, l'indicatif de la station expéditrice et le signal $\dots\dots$ ne sont donnés qu'à la fin de la série.

ARTICLE XXXII.

Lorsque le radiotélégramme à transmettre contient plus de 40 mots, la station expéditrice interrompt la transmission par le signal $\dots\dots$ après chaque série de 20 mots environ, et elle ne reprend la transmission qu'après avoir obtenu de la station correspondante la répétition du dernier mot bien reçu, suivi du signal $\dots\dots$, ou, si la réception est bonne, le signal $\dots\dots$.

Dans le cas de transmission par séries, l'accusé de réception est donné après chaque radiotélégramme.

Les stations côtières occupées à transmettre de longs radiotélégrammes doivent suspendre la transmission à la fin de chaque période de 15 minutes, et rester silencieuses pendant une durée de 3 minutes avant de continuer la transmission.

Les stations côtières et de bord qui travaillent dans les conditions prévues à l'article XXXV, paragraphe 2, doivent suspendre le travail à la fin de chaque période de 15 minutes et faire l'écoute sur la longueur d'onde de 600 mètres pendant une durée de 1 minute avant de continuer la transmission.

ARTICLE XXXIII.

1. Lorsque les signaux deviennent douteux, il importe d'avoir recours à toutes les ressources possibles pour l'achèvement de la transmission. A cet effet, le radiotélégramme

est transmis trois fois au plus, à la demande de la station réceptrice. Si malgré cette triple transmission, les signaux sont toujours illisibles, le radiotélégramme est annulé.

Si l'accusé de réception n'est pas reçu, la station transmettrice appelle de nouveau la station correspondante. Lorsque aucune réponse n'est faite après trois appels, la transmission n'est pas poursuivie. Dans ce cas la station transmettrice a la faculté d'obtenir l'accusé de réception par l'intermédiaire d'une autre station radiotélégraphique, en utilisant, le cas échéant, les lignes du réseau télégraphique.

2. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception défectueuse, le radiotélégramme peut être remis, elle insérira à la fin du préambule la mention de service: «Réception douteuse» et donne cours au radiotélégramme. Dans ce cas, l'Administration doit relayer la station côtière reclame les taxes, conformément à l'article XLIII du présent Règlement. Toutefois, si la station de bord transmet ultérieurement le radiotélégramme à une autre station côtière de la même Administration, celle-ci ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission.

d. Accusé de réception et fin du travail.

ARTICLE XXXIV.

1. L'accusé de réception se donne dans la forme prescrite par le Règlement (télégraphie internationale); il est précédé de l'indicatif de la station transmettrice et suivi de l'indicatif de la station réceptrice.

2. La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal • • • — suivi de son propre indicatif.

(c.) Direction à donner aux radiotélégrammes.

ARTICLE XXXV.

1. En principe, la station de bord transmet ses radiotélégrammes à la station côtière la plus rapprochée.

Cependant si la station de bord peut choisir entre plusieurs stations côtières se trouvant à distances égales ou à peu près égales, elle donne la préférence à celle qui est établie sur le territoire du pays de destination ou de transit normal de ses radiotélégrammes.

2. Toutefois, un expéditeur à bord d'un navire a le droit d'indiquer la station côtière par laquelle il désire que son radiotélégramme soit expédié. La station de bord attend alors jusqu'à ce que cette station côtière soit la plus rapprochée.

Exceptionnellement la transmission peut s'effectuer à une station côtière plus éloignée, pourvu que:

(a) le radiotélégramme soit destiné au pays où est située cette station côtière et émane d'un navire dépendant de ce pays;

(b) pour les appels et la transmission, les deux stations utilisent une longueur d'onde de 4.800 mètres;

(c) la transmission par cette longueur d'onde ne trouble pas une transmission effectuée, au moyen de la même longueur d'onde, par une station côtière plus rapprochée;

(d) la station de bord se trouve à une distance de plus de 50 milles nautiques de toute station côtière indiquée dans la Nomenclature. La distance de 50 milles peut être réduite à 25 milles sous la réserve que la puissance maxima aux bornes de la génératrice n'exécède pas 5 kilowatts et que les stations de bord soient établies en conformité des articles VII et VIII. Cette réduction de distance n'est pas applicable dans les mers, baies ou golfes dont les rives appartiennent à un seul pays et dont l'ouverture sur la haute mer a moins de 100 milles.

7. Remise des radiotélégrammes à destination.

ARTICLE XXXVI.

Lorsque pour une cause quelconque un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non-remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau ou à la station de bord d'origine par avis de service. Dans le cas des radiotélégrammes émanant de la terre ferme, cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle a transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

ARTICLE XXXVII.

Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 8^e jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

Celui-ci a la faculté de demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de 9 jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du 9^e jour (jour de dépôt non compris).

Cependant si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur de l'annulation du message. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

8. Radiotélégrammes spéciaux.

ARTICLE XXXVIII.

Sont seuls admis :

1^o Les Radiotélégrammes avec réponse payée. Ces radiotélégrammes portent, avec l'adresse, l'indication «réponse payée» ou «RP» complétée par la mention du montant payé d'avance pour la réponse, soit: «Réponse payée fr. x.», ou «RP fr. x.»

Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque à partir de la station de bord qui a émis ce bon.

2^o Les Radiotélégrammes avec collationnement;

3^o Les Radiotélégrammes à remettre par experts. Mais seulement dans les cas où le montant des frais d'experts est perçu sur la destination. Les pays qui ne peuvent adopter ces radiotélégrammes doivent en faire la déclaration au Bureau international. Les radiotélégrammes à remettre par experts avec frais perçus sur l'expéditeur peuvent être admis lorsqu'ils sont destinés au pays sur le territoire duquel se trouve la station côtière correspondante.

4^o Les Radiotélégrammes à remettre par poste;

5^o Les Radiotélégrammes multiples;

6^o Les Radiotélégrammes avec accusé de réception. Mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le télégramme adressé à cette dernière;

7^o Les avis de service taxés. — Sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des lignes télégraphiques;

8^o Les Radiotélégrammes urgents. — Mais seulement sur le parcours des lignes télégraphiques et sous réserve de l'application du Règlement télégraphique international.

ARTICLE XXXIX.

Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière d'un navire, ou par un navire à un autre navire, en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire réceptrice.

Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit:

1^o Indication taxée «poste» suivie du nom port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;

2^o Nom et adresse complète du destinataire;

3^o Nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4^o Le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple: Poste Buenos Aires Martinez 14 Calle Prat Valparaíso Avon Lizard.

La taxe comprend outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques une somme de 25 centimes pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

9. Archives.

ARTICLE XL.

Les originaux des radiotélégrammes, ainsi que les documents y relatifs retenus par les Administrations, sont conservés avec toutes les précautions nécessaires au point de vue

du secret au moins pendant 15 mois, à compter du mois, qui suit celui du dépôt des radiotélégrammes.

Ces originaux et documents sont, autant que possible, envoyés au moins une fois par mois, par les stations de bord, aux Administrations dont elles relèvent.

40. Délaxes et remboursements.

ARTICLE XLII.

1. En ce qui concerne les délaxes et remboursements il est fait application du Règlement télégraphique international en tenant compte des restrictions indiquées aux articles XXXVIII et XXXIX du présent Règlement, et sous les réserves suivantes :

Le temps employé à la transmission radiotélégraphique, ainsi que la durée du séjour du radiotélégramme dans la station côtière pour les radiotélégrammes à destination des navires, ou dans la station de bord pour les radiotélégrammes originaires des navires, ne comptent pas dans les délais concernant les délaxes et remboursements.

Si la station côtière fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis au navire destinataire, l'Administration du pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtières et de bord relatives à ce radiotélégramme. Dans ce cas, les taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes prévus par l'article XLII, mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

Le remboursement est supporté par les différentes Administrations et exploitations privées qui ont participé à l'acheminement du radiotélégramme, chacune d'elles abandonnant sa part de taxe, ou parfois les radiotélégrammes auxquels sont applicables les articles 7 et 8 de la Convention de St-Petersbourg restent soumis aux dispositions du Règlement télégraphique international, sauf lorsque l'acceptation de ces radiotélégrammes est le résultat d'une erreur de service.

2. Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le message, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à remboursement.

41. Comptabilité.

ARTICLE XLIII.

1. Les taxes côtières et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par le Règlement télégraphique international.

Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des pays intéressés. Ils sont établis par les Administrations dont dépendent les stations côtières et communiqués par elles aux Administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'Administration du pays, l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce pays.

2. Pour la transmission sur les lignes télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément au Règlement télégraphique.

3. Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'Administration dont dépend la station côtière débite l'Administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques ordinaires, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès (dans le cas prévu par l'article XXXVIII) ou par poste et de celles perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'Administration dont dépend la station côtière, crédite, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des Offices ayant participé à la transmission des radiotélégrammes, l'Administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales relatives aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par exprès ou par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement télégraphique, la station côtière étant considérée comme bureau télégraphique d'origine.

Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des tableaux «A» et «B» annexés au Règlement télégraphique international soit, d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et

non les taxes qui pourraient être perçues, d'après les dispositions particulières des articles XXIII, § 1, et XXVII, § 1, du Règlement télégraphique.

Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtières et de bord. Toutefois les taxes totales afférentes aux réponses payées sont créditées, s'il y a lieu, de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques, jusqu'à l'Administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement télégraphique. L'Administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'il y a lieu des taxes revenant aux stations de bord intermédiaire de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

Pour les radiotélégrammes acheminés au moyen d'une ou deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord d'origine, s'il s'agit d'un radiotélégramme provenant d'un navire, ou celle de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à un navire, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

4. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les compagnies exploitant ces stations, la station d'origine étant débitée par la station de destination.

5. Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis - radiotélégramme par radiotélégramme - avec toutes les indications utiles et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

6. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec des compagnies privées (entrepreneurs exploitant des stations radiotélégraphiques, compagnies de navigation, etc.) des arrangements spéciaux en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

42. Bureau international.

ARTICLE XLIII.

Les dépenses supplémentaires, résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radio-téléphonie, ne doivent pas dépasser 80,000 francs par an, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une Conférence internationale. Les administrations des Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties en six classes ainsi qu'il suit :

1^{re} classe :

Union de l'Afrique du Sud; Allemagne; Etats-Unis d'Amérique; Alaska; Hawaï et les autres Possessions américaines de la Polynésie; Îles Philippines; Porto Rico et les Possessions américaines dans les Antilles; Zone du Canal de Panamá; République Argentine; Australie; Autriche; Brésil; Canada; France; Grande-Bretagne; Hongrie; Indes Britanniques; Italie; Japon; Nouvelle-Zélande; Russie; Turquie.

2^e classe :

Espagne.

3^e classe :

Asie centrale russe (littoral de la Mer Caspienne); Belgique; Chili; Chosen; Formose; Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoun; Indes néerlandaises; Norvège; Pays-Bas; Portugal; Roumanie; Sibérie occidentale (littoral de l'Océan Glacial); Sibérie orientale (littoral de l'Océan Pacifique); Suède.

4^e classe :

Afrique orientale allemande; Afrique allemande du Sud-Ouest; Cameroun; Togo; Protectorats allemands du Pacifique; Danemark; Egypte; Indo-Chine; Mexique; Siam; Uruguay.

5^e classe :

Afrique occidentale française; Bosnie-Herzégovine; Bulgarie; Grèce; Madagascar; Tunisie.

de classe:

Afrique équatoriale française; Afrique occidentale portugaise; Afrique orientale portugaise et possessions asiatiques; Boukhara; Congo belge; Colonie de Curaçao; Colonie espagnole du Golfe de Guinée; Erythrée; Khiva; Maroc; Monaco; Perse; S. Marin; Somalie italienne.

ARTICLE XLIV.

Les différentes Administrations font parvenir au Bureau international un tableau conforme au modèle ci-joint et contenant les indications énumérées dans le dit tableau pour les stations visées à l'article V du Règlement. Les modifications survenues et les suppléments sont communiqués par les Administrations au Bureau international du 1^{er} au 10 de chaque mois. A l'aide de ces communications, le Bureau international dresse la Nomenclature prévue par l'article V. La Nomenclature est distribuée aux Administrations intéressées. Elle peut également, avec les suppléments y relatifs, être vendue au public au prix de revient.

Le Bureau international veille à ce que l'adoption d'indicatifs identiques pour les stations radiotélégraphiques soit évitée.

13. Transmissions météorologiques horaires et autres.

ARTICLE XLV.

1. Les Administrations prennent les dispositions nécessaires pour faire parvenir à leurs stations côtières les télégrammes météorologiques contenant les indications intéressant la région de ces stations. Ces télégrammes, dont le texte ne doit pas dépasser 20 mots, sont transmis aux navires en font la demande. La taxe de ces télégrammes météorologiques est portée au compte des navires destinataires.

2. Les observations météorologiques, faites par certains navires désignés à cet effet par le pays dont ils dépendent, peuvent être transmises une fois par jour, comme avis de services taxés, aux stations côtières autorisées à les recevoir par les Administrations intéressées qui désignent, également, les bureaux météorologiques auxquels ces observations sont adressées par les stations côtières.

3. Les signaux horaires et les télégrammes météorologiques sont transmis à la suite les uns des autres de manière que la durée totale de leur transmission n'excede pas dix minutes. En principe, pendant cet envoi, toutes les stations radiotélégraphiques dont la transmission peut troubler la réception de ces signaux et télégrammes, font silence de façon à permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir ces télégrammes et signaux. Exception est faite pour les cas de détresse et les télégrammes d'Etat.

4. Les Administrations facilitent la communication aux agences d'informations maritimes qu'elles agrent des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation dont les stations côtières peuvent régulièrement donner communication.

14. Dispositions diverses.

ARTICLE XLVI.

Les transmissions échangées entre les stations de bord doivent s'effectuer de manière à ne pas troubler le service des stations côtières, celles-ci devant avoir, en règle générale, le droit de priorité pour la correspondance publique.

ARTICLE XLVII.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues de participer à la retransmission des radiotélégrammes dans les cas où la communication ne peut s'établir directement entre les stations d'origine et de destination.

Le nombre des retransmissions est toutefois limité à deux.

En ce qui concerne les radiotélégrammes destinés à la terre, ferme il ne peut être fait usage des retransmissions que pour atteindre la station côtière la plus rapprochée.

La retransmission est dans tous les cas subordonnée à la condition que la station intermédiaire qui reçoit le radiotélégramme en transit soit en mesure de lui donner cours.

ARTICLE XLVIII.

Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des lignes télégraphiques ou par des stations radiotélégra-

phiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve, tout au moins, que les Administrations dont dépendent ces lignes ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, la disposition de la Convention et du Règlement qui sont indispensables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée.

Cette déclaration est faite au Bureau international et portée à la connaissance des Offices de l'Union télégraphique.

ARTICLE XLIX.

Les modifications du présent Règlement qui seraient rendues nécessaires par suite de décisions des Conférences télégraphiques ultérieures seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières Conférences.

ARTICLE L.

Les dispositions du Règlement télégraphique international sont applicables, par analogie, à la correspondance radiotélégraphique en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Règlement.

Sont applicables, en particulier, à la correspondance radiotélégraphique les prescriptions de l'article XXVII, paragraphes 3 à 6, du Règlement télégraphique, relatives à la perception des taxes, celles des Articles XXXVI et XLI relatives à l'indication de la voie à suivre, celles des Articles LXXV, paragraphe 1, LXXVIII, paragraphes 2 à 4, et LXXIX, paragraphes 2 et 4, relatives à l'établissement des comptes. Toutefois, le délai de 6 mois prévu par le paragraphe 2 de l'article LXXIX du Règlement télégraphique pour la vérification des comptes est porté à 9 mois en ce qui concerne les comptes des comptes et des taxes des stations radiotélégraphiques; 2^o Les dispositions de l'article XVI, paragraphe 2, ne sont pas considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques, des télégrammes de service concernant exclusivement le service télégraphique non plus que la transmission en franchise, sur les lignes télégraphiques, des télégrammes de service exclusivement relatifs au service radiotélégraphique; 3^o Les dispositions de l'article LXXIX, paragraphes 3 et 5, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique. En vue de l'application des dispositions du Règlement télégraphique, les stations côtières sont considérées comme bureaux de transmission quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

Conformément à l'article 11 de la Convention de Londres le présent Règlement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1913.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:

B. KOENLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRAEDER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

NICENT J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL V. OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLERT
DR. DE HENNEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MAC DONOUGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour le Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin, mais et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED EL KABAD.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖN.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNY.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECH.
W.M. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADL.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLO.

(Annexe à l'article XLIV du Règlement.)

Administration de . . .

État signalétique des stations radiotélégraphiques.

(a) STATIONS CÔTIÈRES

Nom.	Nationalité.	Position géographique E = longitude orientale. O = longitude occidentale. N = latitude septentrionale. S = latitude méridionale. Subdivisions territoriales.	Indicatif d'appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres (la longueur d'onde normale est soulignée).
Nature des services effectués.	Heures d'ouverture (heure du fuseau).	Taxe côtière.		Observations (éventuellement heure et mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques).		
		par mot en francs.	minimum par radiotélégramme en francs.			

(b) STATIONS DE BORD.

Nom.	Nationalité.	Indicatif d'appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres.
Nature des services effectués.	Heures d'ouverture.	Taxe de bord.		Observations (éventuellement nom et adresse de l'exploitant).	
		par mot en francs.	minimum par radiotélégramme en francs.		
		1° Navires de guerre.			
		2° Navires de commerce.			

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radiotélégraphiques.

Abbré- viation.	Question.	Réponse ou avis.	Abbré- viation.	Question.	Réponse ou avis.
1	2	3	1	2	3
--- --	--- -- (C Q).	Signal de recherche employé par une station qui désire entrer en correspondance.	Q R Y	Quel est mon tour ?	Votre tour est numéro . . .
--- --	(T R)...	Signal annonçant l'envoi d'indications concernant une station de bord (article . . .).	Q D Z	Mes signaux sont-ils faibles ?	Vos signaux sont faibles.
--- --	(U)	Signal indiquant qu'une station va émettre avec une grande puissance.	Q S A	Mes signaux sont-ils forts ?	Vos signaux sont forts.
P R B	Désirez-vous communiquer avec ma station à l'aide du Code international de signaux ?	Je désire communiquer avec votre station à l'aide du Code international de signaux.	Q S B	Mon ton est-il mauvais ?	Le ton est mauvais.
Q R A	Quel est le nom de votre station ?	Ici la station. . .	Q S C	Les intervalles de transmission sont-ils mauvais ?	Les intervalles de transmission sont mauvais.
Q R B	A quelle distance vous trouvez-vous de ma station ?	La distance entre nos stations est de . . . milles nautiques.	Q S D	Comparez nos montres. J'ai . . . heures; quelle heure avez-vous ?	L'heure est . . .
Q R C	Quel est votre vrai relèvement ?	Mon vrai relèvement est de . . . degrés.	Q S F	Les radiotélégrammes doivent-ils être transmis dans l'ordre alternatif ou par séries ?	La transmission sera faite dans l'ordre alternatif.
Q R D	On all. z-vous ?	Je vais à . . .	Q G		La transmission sera faite par séries de 5 radiotélégrammes.
Q R E	D'où venez-vous ?	Je viens de . . .	Q S H		La transmission sera faite par séries de 10 radiotélégrammes.
Q R F	A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?	J'appartiens à . . .	Q S J	Quelle est la taxe à percevoir pour . . . ?	La taxe à percevoir est de . . .
Q R G	Quelle est votre longueur d'onde ?	Ma longueur d'onde est de . . . mètres.	Q S K	Le dernier radiotélégramme est-il annulé ?	Le dernier radiotélégramme est annulé.
Q R H	Combien de mots avez-vous à transmettre ?	J'ai . . . mots à transmettre.	Q S L	Avez-vous reçu quittance ?	Prêtez donner quittance.
Q R I	Comment recevez-vous ?	Je reçois bien.	Q S M	Quelle est votre vraie route ?	Ma vraie route est de . . . degrés.
Q R J	Recevez-vous mal ? Dois-je transmettre 20 fois ;	Je reçois mal. Transmettez 20 fois ;	Q S N	Communiquez-vous avec terre forme ?	Je ne communique pas avec terre forme.
Q R K	pour permettre le réglage de vos appareils ?	pour que je puisse régler mes appareils.	Q S O	Etes-vous en communication avec une autre station [ou avec . . .] ?	Je suis en communication avec . . . [par l'intermédiaire de . . .].
Q R L	Etes-vous troublé ?	Je suis troublé.	Q S P	Dois-je signaler à . . . que vous l'appeliez ?	Informez . . . que je l'appelle.
Q R M	Les atmosphériques sont-elles très fortes ?	Les atmosphériques sont très fortes.	Q S Q	Sais-je appelé par . . . ?	Vous êtes appelé par . . .
Q R N	Dois-je augmenter l'énergie ?	Augmentez l'énergie.	Q S R	Expédiez-vous le radiotélégramme . . . ?	J'expédie le radiotélégramme.
Q R O	Dois-je diminuer l'énergie ?	Diminuez l'énergie.	Q S T	Avez-vous reçu un appel général ?	Appel général à toutes stations.
Q R P	Dois-je transmettre plus vite ?	Transmettez plus vite.	Q S U	Prêtez m'appeler dès que vous aurez fini [ou à . . . heures].	Je vous appellerai dès que j'aurai fini.
Q R Q	Dois-je transmettre plus lentement ?	Transmettez plus lentement.	Q S V	Correspondance publique est-elle engagée ?	Correspondance publique est engagée. Prêtez de ne pas la troubler.
Q R R	Avez-vous cessé la transmission ?	Cessez la transmission. Je n'ai rien pour vous.	Q S W	Dois-je augmenter ma fréquence d'émission ?	Augmentez la fréquence d'émission.
Q R S	Êtes-vous prêt ?	Je suis prêt. Tout est en ordre.	Q S X	Dois-je transmettre avec la longueur d'onde de . . . mètres ?	Diminuez la fréquence d'émission.
Q R T	Êtes-vous occupé ?	Je suis occupé avec une autre station [ou avec . . .].			
Q R U	Attendez. Je vous appellerai à . . . heures [ou : au besoin].				

Lorsqu'une abréviation est suivie d'un point d'interrogation, elle s'applique à la question indiquée en regard de cette abréviation.

Exemples :

Stations.

- A Q R A ? = Quel est le nom de votre station ?
 B Q R A Campania. = Ici la station Campania.
 A Q R G ? = A quella compagnia ou ligne de navigation appartenez-vous ?
 B Q R G Cunard. Q R Z = J'appartiens à la Cunard Line. Vos signaux sont faibles.

La station A augmente alors l'énergie de son transmetteur et lance :

- A O R K ? = Comment recevez vous ?
 B O R K. = Je reçois bien.
 Q R B 80 = La distance entre nos stations est de 80 milles nautiques.
 Q R C 62 = Mon vrai relèvement est de 62 degrés.
 etc. etc.

E tendo sido a mesma Convenção, o dito Protocollo final e o mencionado Regulamento de Serviço approvados pelo Congresso Nacional, os confirmo e ratifico, e pela presente os dou por firmes e validos, prometendo que elles serão cumpridos inviolavelmente.

Em firmeza do que, mandei puzer esta Carta, que assigno e é sellada com o sello das Armas da Republica e subscripta pelo Ministro do Estado das Relações Exteriores.

Dada no Palacio da Presidencia, no Rio de Janeiro, aos 21 dias do mez de Outubro de 1914, 93ª da Independencia e 26ª da Republica.

(L. S.) HERMES R. DA FONSECA.

LAURO MULLER.

TRADUÇÃO OFFICIAL

Convenção Radio-telegraphica Internacional

FEITA ENTRE

A Alemanha e os protectorados allemães, os Estados Unidos da America e as possessões dos Estados Unidos da America, a Republica Argentina, a Austria, a Hungria, a Bosnia-Herzegovina, a Belgica, o Congo Belge, o Brasil, a Bulgaria, o Chile, a Dinamarca, o Egypto, a Hespanha e as colonias hespanholas, a Franca e a Algeria, a Africa Occidental franceza, a Africa Equatorial franceza, a India-China, Madagascar, a Tunisia, a Grã-Bretanha e diversas colonias e protectorados britannicos, a União da Africa do Sul, a Federação Australiana, o Canada, as Indias britannicas, a Nova Zelândia, a Grecia, a Italia e as colonias italianas, o Japão e Chosen, Formosa, Sakhaline, Japoneza e o territorio arrendado de Kwantung, Marrocos, Monaco, a Noruega, os Paizes-Baixos, as Indias Neerlandezas e a colonia de Curaçao, a Persia, Portugal e as colonias portuguezas, a Roumania, a Russia e as possessões e protectorados russos, a Republica de S. Marino, Sião, a Suecia, a Turquia e o Uruguay.

Os abaixo assignados, plenipotenciarios dos Governos dos paizes acima citados, reunidos em Conferencia em Londres, firmaram, de commun accordo e sob reserva de ratificação, a Convenção seguinte:

ART. I

As Altas Partes contractantes compromettam-se a applicar as disposições da presente Convenção em todas as estações radiotelegraphicas (estações costeiras e estações de bordo) que sejam estabelecidas ou exploradas pelas Partes contractantes e abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar. Obrigam-se tambem a impreter a observancia dessas disposições ás empresas particulares autorizadas, tanto para o estabelecimento e exploração das estações costeiras radiotelegraphicas abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar, como para o estabelecimento e exploração das estações radiotelegraphicas abertas ou não ao serviço da correspondencia publica a bordo dos navios que heasteam os respectivos pavilhões.

ART. II

Chama-se *costeira* a estação radiotelegraphica situada em terra firme ou a bordo de navio ancorado permanentemente e destinada a trocar correspondencia com os navios no mar.

Qualquer outra estação radiotelegraphica, estabelecida em navio que não esteja ancorado fixamente, chama-se *estação de bordo*.

ART. III

As estações costeiras e as estações de bordo são obrigadas a trocar, reciprocamente, os radiotelegrammas sem distincção do systema radiotelegraphico adoptado por essas estações.

Toda estação de bordo é tambem obrigada a trocar os radiotelegrammas com qualquer outra estação de bordo sem distincção do systema radiotelegraphico por ellas adoptado.

Todavia, para não por péas aos progressos scientificos, o presente artigo não impede que se empregue, eventualmente, um systema radiotelegraphico incapaz de communicar-se com os outros systemas; uma vez que essa incapacidade seja devida á natureza especifica do systema e não o resultado de dispositivos adoptados unicamente com o fim de impedir a inter-communicação.

ART. IV

Não obstante as disposições do art. 3º, poderá uma estação ser encarregada de serviço de correspondencia publica restricta, determinado pelo fim da correspondencia ou por outras circumstancias independentes do systema empregado.

ART. V

Cada uma das Altas Partes contractantes se compromette a fazer ligar as estações costeiras á rede telegraphica por meio de fios especies ou, pelo menos, a adoptar medidas que garantam a permuta rapida da correspondencia entre as estações costeiras e a rede telegraphica.

ART. VI

As Altas Partes contractantes darão umas ás outras conhecimento dos nomes das estações costeiras e das estações de bordo a que se refere o art. 1º, bem como de todas as indicações destinadas a facilitar e a accelerar as permutas radiotelegraphicas, que serão especificadas no Regulamento.

ART. VII

Cada uma das Altas Partes contractantes reserva-se a faculdade de preservar ou de admitir que nas estações a que allude o art. 1º, independentemente da installação, as indicações serão publicadas por determinação do art. VI anterior, outros dispositivos sejam estabelecidos e explorados, tendo em mira alguma transmissão radiotelegraphica especial, sem que sejam divulgados os pormenores desses dispositivos.

ART. VIII

A exploração das estações radiotelegraphicas será organizada, tanto quanto possivel, de modo a não embarçar o serviço de outras estações da mesma especie.

ART. IX

As estações radiotelegraphicas são obrigadas a attender com absoluta prioridade aos chamados de socorro, qualquer que seja a sua procedencia, a responder nas mesmas condições a esses chamados e a lhes dar o andamento que for conveniente.

ART. X

A taxa de um radiotelegramma comprehende, segundo o caso :

- 1º, a) a taxa *costeira*, que pertence á estação costeira;
 b) a taxa *de bordo*, que pertence á estação de bordo;
- 2º, a taxa pela transmissão nas linhas telegraphicas, calculada segundo as regras communs;
- 3º, as taxas de transito das estações costeiras ou de bordo intermediarias e as taxas relativas aos serviços especiais pedidos pelo expeditor.

A importancia da taxa *costeira* fica sujeita á approvação do Governo a que pertence a estação costeira e a da taxa de bordo sujeita á approvação do Governo do qual o navio depende.

ART. XI

As disposições da presente Convenção são completadas por um Regulamento que tem o mesmo valor e que entrará em vigor ao mesmo tempo que a Convenção.

Quinta-feira 21

As prescrições da presente Convenção e do respectivo Regulamento poderão ser modificadas em qualquer época, de commun accordo, pelas Altas Partes contractantes. Efectuar-se-ão periodicamente conferencias de plenipotenciarios com o poder de modificar a Convenção e o Regulamento; cada conferencia fixará o lugar e a época da reunião seguinte.

ART. XII

Essas conferencias serão constituídas de delegados dos Governos dos paizes contractantes.

Nas deliberações cada paiz disporá apenas de um voto. Se qualquer Governo adherir à Convenção por suas colónias, possessões ou protectorados, as conferencias ultteriores poderão decidir que se considere o conjunto ou parte dessas colónias, possessões ou protectorados, como formando um paiz para a applicação da alinea precedente. Todavia, o numero de votos de que dispõe um Governo, incluindo suas colónias, possessões ou protectorados, não poderá exceder de seis.

Consideram-se como formando um só paiz para a applicação do presente artigo:

- A Africa Oriental Allemã;
- A Africa Allernã do Sudoeste;
- O Camerum;
- O Togo;
- Os protectorados allemães do Pacifico;
- Alaska;
- Hawaii e outras possessões americanas da Polynesia;
- As ilhas Philippinas;
- Porto Rico e as possessões americanas nas Antilhas;
- A zona do Canal do Panamá;
- O Congo Belga;
- A Colónia hespanhola do Golfo de Guiné;
- A Africa Occidental Franceza;
- A Africa Equatorial Franceza;
- A Índia-China;
- Madagascar;
- A Tunisia;
- A União da Africa do Sul;
- A Federação Australiana;
- O Canada;
- As Indias Britannicas;
- A Nova Zelândia;
- A Erythrea;
- A Somalia Italiana;

Chosen, Formosa, o Sakhalin Japonez e o territorio arredado do Kwangtung;

- As Indias Neerlandezas;
- A Colónia de Curaçao;
- A Africa Occidental Portugueza;
- A Africa Oriental Portugueza e as possessões portiguezas da Asia;
- A Asia Central Russa (litoral do mar Caspio);
- Boukhara;
- Khiva;
- A Siberia Occidental (litoral do Oceano Glacial);
- A Siberia Oriental (litoral do Oceano Pacifico).

ART. XIII

A Secretaria Internacional da União Telegraphica cabe reunir, coordenar e publicar as informações de qualquer natureza relativas à radiotelegraphia, informar os pedidos de modificação na Convenção e no Regulamento, fazer promulgar as alterações adoptadas e, em geral, proceder a todos os trabalhos administrativos de que for encarregada no interesse da radiotelegraphia internacional.

As despesas dessa instituição serão custeadas por todos os paizes contractantes.

ART. XIV

Cada uma das Altas Partes Contractantes reserva-se a faculdade de fixar as condições em que admite os radiotelegrammas procedentes de ou destinados a uma estação, seja do bordo, seja costeira, que não esteja subordinada às disposições da presente Convenção.

Quando um radiotelegramma for aceito, ser-lhe-hão applicadas as taxas ordinarias.

Torá curso todo radiotelegramma procedente de estação do bordo e recebido por estação costeira de Paiz contractante, em transitio por Administração de Paiz contractante.

Igualmente terá curso todo radiotelegramma destinado a um navio, si a Administração de um Paiz contractante houver accedido o deposito respectivo, ou se a Administração de um

Paiz contractante o tiver accedido em transitio de um Paiz não contractante, sob reserva, para a estação costeira, do direito de recusar a transmissão para uma estação de bordo dependente de Paiz não contractante.

ART. XV

As disposições dos arts. VIII e IX da presente Convenção são igualmente applicaveis a outras installações radiotelegraphicas, que não sejam as de que trata o art. I.

ART. XVI

Os governos que não tomaram parte na presente Convenção serão admitidos a adherir a ella, a pedido.

Essa adhesão deve ser notificada, por via diplomatica, ao Governo contractante em cujo seio se realizou a ultima conferencia e por este a todos os outros.

A adhesão importa, de pleno direito, na accessão a todas as clausulas da presente Convenção e admissão em todas as vantagens nella estipuladas.

A adhesão à Convenção por parte do Governo de um paiz que não colónias, possessões ou protectorados não implica a adhesão de suas colónias, possessões ou protectorados, a menos que esse Governo apresente declaração nesse sentido. O conjunto das colónias, possessões ou protectorados ou cada um separadamente pôde ser objecto de uma adhesão distincta ou de uma denuncia distincta, conforme as condições previstas no presente artigo e no art. XVII.

ART. XVII

As disposições dos arts. I, II, III, V, VI, VII, VIII, XI, XII e XVII da Convenção Telegraphica Internacional de St. Petersburg de 10/22 de Julho de 1875 são applicaveis à radiotelegraphia internacional.

ART. XVIII

Em caso de discordancia entre dous ou mais Governos contractantes acerca da interpretação ou da execução, tanto da presente Convenção como do Regulamento previsto pelo art. XI, a questão em litigio poderá, de commun accordo, ser submettida a um juizo arbitral. Nesse caso, cada um dos Governos litigantes escolherá um outro não interessado na questão.

A decisão dos arbitros será tomada por maioria absoluta de votos.

Em caso de empate de votos, os arbitros escolherão outro Governo contractante, igualmente desinteressado no litigio, para decidir a questão. Na falta de accordo em relação a essa escolha, cada arbitro proporá um Governo contractante desinteressado, sendo sorteado um entre os Governos propostos. O sorteio será feito pelo Governo em cujo territorio funcionar a Secretaria Internacional indicada no art. XIII.

ART. XIX

As Altas Partes contractantes compromettam-se a tomar ou a propor as respectivas legislaturas as medidas necessarias para assegurar a execução da presente Convenção.

ART. XX

As Altas Partes contractantes communicarão umas às outras as leis que já estejam em vigor ou que venham a ser postas em execução nos seus paizes e que disserem respeito a matéria desta Convenção.

ART. XXI

As Altas Partes contractantes conservarão completa liberdade relativamente às installações radiotelegraphicas não previstas no art. I e, principalmente, quanto às installações navayes e militares; bem como quanto às estações que garantem communicações entre pontos fixos. Todas essas installações e estações ficarão unicamente subordinadas às obrigações previstas nos arts. VII e IX da presente Convenção.

Entretanto, qua. as essas installações e estações fizerem troca de correspondencia publica maritima, submeter-se-ão para a execução desse serviço, às prescrições do Regulamento, na parte relativa ao modo de transmissão e à contabilidade.

Si, por outro lado, estações costeiras fizerem, simultaneamente, correspondencia publica com os navios no mar e communicações entre pontos fixos, ellas não serão regidas para execução deste ultimo serviço, pelas disposições da Convenção, ressalvado o disposto nos arts. VIII e IX da Convenção.

Entretanto, as estações fixas que fazem a correspondencia de terra a terra não devem recusar a permuta de radiotelegrammas com outra estação fixa, sob pretexto do sistema

radiotelegraphico adoptado por essa estação; todavia, a liberdade de cada país é absoluta no que diz respeito á organização do serviço da correspondencia entre pontos fixos e á determinação das correspondencias a serem feitas pelas estações encarregadas desse serviço.

ART. XXII

A presente Convenção entrará em execução a partir de 1 de julho de 1913 e vigorará por tempo indeterminado e até a expiração do prazo de um anno, a partir do dia em que for feita uma denuncia.

A denuncia só produzirá effeito para o Governo em nome do qual for feita; para as outras partes contractantes a Convenção continuará vigorando.

ART. XXIII

A presente Convenção será ratificada e as ratificações serão depositadas em Londres, no prazo mais breve possível.

Caso uma ou muitas das Altas Partes contractantes não ratifiquem a Convenção, esta não será menos valida para as Partes que a tiverem ratificado.

Em té do que, os Plenipotenciarios respectivos assignaram a Convenção em um exemplar, que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e do qual será remetida uma cópia a cada Parte contractante.

Feita em Londres, em 5 de Julho de 1912.

Pela Alemanha e os Protectorados Allemaes:

R. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELTZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WHEELER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

AV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. RICKARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER.
J. A. VÖRTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAMIE JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Grecia:

C. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalin Japonese e territorio arrendado de Kwantoung:

TETSUHIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUSSÖN.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MINZA ABDUL GHÁFFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARÃO A. WYNEKEN.
Pela República de São Marino:
PIETRO SERENA.

Pelo Sião:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Protocollo final

No momento de proceder á assignatura da Convenção celebrada pela Conferencia Radiotelegraphica Internacional de Londres, os Plenipotenciarios infra assignados convençionaram o seguinte:

I

Não estando ainda determinada a natureza exacta da adhesão notificada por parte da Bosnia-Herzegovina, foi reconhecido que um voto é attribuido á Bosnia-Herzegovina; devendo ulteriormente tomar-se uma decisão, em relação ao ponto de se saber se esse voto lhe compete, em virtude do § 2º do art. 42 da Convenção, ou se lhe foi concedido esse voto de accordo com as disposições do § 3º desse artigo.

II

Tomou-se nota da declaração seguinte:

A Delegação dos Estados Unidos declara que seu Governo se acha na contingencia de se abster de qualquer acção com

referencia a tarifas, porque a transmissão dos radiotelegrammas e as dos telegrammas nos Estados Unidos é explorada, total ou parcialmente, por Companhias commerciaes ou particulares.

III

Tomou-se igualmente nota da declaração seguinte:
O Governo do Canadá reserva-se a faculdade de fixar separadamente, para cada uma das suas estações costeiras, uma taxa maritima total para os radiotelegrammas procedentes da America do Norte e destinados a qualquer navio, elevando-se a taxa costeira a tres quintos e a taxa de bordo a dous quintos dessa taxa total.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos redigiram o presente Protocollo final, que terá e mesma força e o mesmo valor que se as suas disposições estivessem inseridas no proprio texto da Convenção á qual se refere, e o assignaram em um exemplar, que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e do qual se remetterá uma cópia a cada Parte contratante.

Feito em Londres em 5 de Julho de 1912.

Pela Allemanha e os Protectorados Allemaes:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSE.
FIELITZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTER.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL V. OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT.
DR. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. GERNARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER.
J. A. VÖRTZ.

R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGIT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Grecia:

C. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalin Japonez e o Territorio arrrendado de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARAO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo Sião:

IJANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Regulamento do serviço annexo á Convenção Radiotelegraphica Internacional

I — ORGANIZAÇÃO DAS ESTAÇÕES RADIOTELEGRAPHICAS

ART. I

E' livre a escolha dosapparelhos e dispositivos radiotelegraphicos a empregar nas estações costeiras e nas estações de bordo. A instalação dessas estações deve corresponder, tanto quanto possível, aos progressos scientificos e technicos.

ART. II

São admittidos dois comprimentos de onda, um de 600 metros e outro de 300 metros, para o serviço da correspondencia publica geral. Toda estação costeira aberta a esse serviço deve ser montada de modo a poder utilizar estes dois comprimentos de onda, sendo um designado como o da onda normal da estação. Durante o tempo em que estiver aberta, toda estação costeira deve se achar em condições de receber os chamados feitos por meio da onda normal. Entretanto, para as correspondencias previstas no § 2º do art. XXV, pode ser usada uma onda de 1.800 metros. Cada Governo pode autorizar uma estação costeira a empregar outros comprimentos de ondas destinados a um serviço de grande alcance ou a um outro serviço que não seja de correspondencia publica geral, estabelecido segundo as disposições de Convenção, sob a condição de que os comprimentos das ondas não excedam da 600 metros ou de que sejam superiores a 1.600 metros.

As estações utilizadas exclusivamente para enviar sinais destinados a determinar a posição dos navios não devem empregar ondas maiores de 150 metros.

ART. III

1) Toda estação de bordo deve ser montada de modo a poder servir-se de ondas de 600 e de 300 metros. A primeira e o comprimento da onda normal e não pôde ser excedido na transmissão, salvo o caso do art. XXXV, § 2°.

Podem ser usadas ondas de comprimento inferior a 600 metros em casos especiais, mediante a aprovação das administrações e que dependem das estações costeiras e as estações de bordo interessadas.

2) Durante o tempo em que estiver aberta toda estação de bordo deve estar em condições de receber os chamados feitos com a onda normal.

3) Os navios de fraca tonelagem que estiverem materialmente impossibilitados de utilizar a onda de 600 metros para a transmissão ficam autorizados a empregar exclusivamente a onda de 300 metros; devem, entretanto, estar em condições de receber por meio da onda de 600 metros.

ART. IV

As comunicações entre uma estação costeira e uma estação de bordo, ou entre duas estações de bordo, far-se-hão de uma a outra com o mesmo comprimento de onda. Si a comunicação for difícil, as duas estações poderão, de comum accordo, mudar o comprimento da onda por meio da qual se correspondem para outra onda de comprimento regulamentar. As duas estações retornarão a onda normal, logo que tenha terminado esse serviço radiotelegraphico.

ART. V

1) A Secretaria Internacional redige, publica e revê periodicamente uma carta official, mencionando as estações costeiras, seus alcances normaes, as linhas principais de navegação e o tempo normalmente gasto pelos navios para a travessia entre os diversos portos de atracação.

2) A Secretaria organiza e publica uma Nomenclatura das estações radiotelegraphicas previstas no art. I da Convenção, bem assim supplementos periodicos para as addições e modificações. Essa nomenclatura conterá para cada estação as indicacões seguintes:

1. Para as estações costeiras: o nome, a nacionalidade e a posição geographica indicada pela sub-divisão territorial e pela longitude e latitude do local; para as estações de bordo: o nome e a nacionalidade do navio; si for possível, o nome e o endereço do explorador;

2. O indicativo de chamada (os indicativos devem differir uns dos outros e cada um deve ser constituído de um grupo de tres letras);

3. O alcance normal;

4. O systema radiotelegraphico com os caracteristicos do systema de emissão (semitas musicas, tonalidade expressa pelo numero de vibrações duplas, etc.);

5. Os comprimentos diversos de ondas utilizadas (a onda normal é sublinhada);

6. A natureza dos serviços a effectuar;

7. As horas de abertura;

8. Si for possível, a hora e o modo de enviar sinais horarios e telegrammas meteorologicos;

9. A taxa costeira ou de bordo.

3) Figurarão igualmente na nomenclatura as informações relativas ás estações radiotelegraphicas não previstas no art. I da Convenção e que forem communicadas á Secretaria Internacional pela Administração de que essas estações dependem, uma vez que se trate, ou de Administrações adherentes á Convenção, ou de Administrações não adherentes, mas que tenham feito a declaração prevista no art. XLVIII.

4) As notações seguintes serão adoptadas nos documentos destinados ao uso do serviço internacional para designar as estações radiotelegraphicas:

PR — estação aberta á correspondencia publica geral;
PR — estação aberta á correspondencia publica restricta;
P — estação de interesse particular;

O — estação aberta somente á correspondencia official;

N — estação com serviço permanente;

X — estação sem obrigação determinada.

5) O nome de uma estação de bordo indicado na primeira columna da nomenclatura deve, em caso de homonymia, ser seguido do indicativo de chamada dessa estação.

ART. VI

A troca de sinais e de palavras superfluas é vedada entre as estações previstas no art. I da Convenção. Os ensaios e os exercicios dessas estações só serão tolerados quando não prejudicarem o serviço de outras estações.

Os exercicios devem ser effectuados com ondas de comprimentos diferentes dos admitidos para a correspondencia publica e com o minimo de energia possível.

ART. VII

1) Todas as estações deverão effectuar o trafego, com o minimo de energia necessario para manter uma boa communicação.

2) Toda estação costeira ou de bordo deve satisfazer as seguintes condições:

a) As ondas emitidas devem ser tão puras e tão pouco amortecidas quanto possível;

Não é permittido o uso de dispositivos transmissores nos quaes a produção das ondas emittidas é obtida descarregando directamente a antena por scintillas, plasma acial, salvo o caso de desatranço.

O dispositivo acima pôde, entretanto, ser admittido em estações especiais (por exemplo as dos pequenos navios), quando a energia primaria não exceder de cincoenta watts.

b) Osapparehos devem transmitir e receber pelo menos com a velocidade de 20 palavras por minuto, á razão de cinco letras por palavra.

As novas installações preparadas para energia maior de 50 watts devem ser montadas de modo que seja possível obter facilmente alcances inferiores ao normal, sendo o minimo alcance de 15 milhas nauticas mais ou menos. As installações antigas com energia maior de 50 watts devem ser transformadas, tanto quanto possível, de maneira a attender ás prescripções precedentes.

c) Os apparehos receptores devem receber, segundo os comprimentos de ondas previstos no presente Regulamento, até 600 metros. Esses apparehos devem ter o maximo de protecção contra as perturbações.

3) As estações destinadas exclusivamente a determinar a posição dos navios (radiopharós) não devem operar num raio superior a 30 milhas nauticas.

ART. VIII

Independentemente das condições gerais especificadas no art. VII, as estações de bordo devem igualmente satisfazer as seguintes condições:

a) A energia levada ao appareho radiotelegraphico, medida nos terminaes do gerador da estação, não deve, nas condições normaes, exceder a um kilowatt.

b) Resalvadas as prescripções do art. XXXV, § 2°, poderá ser empregada energia superior a um kilowatt, si o navio tiver necessidade de se corresponder com a estação costeira mais proxima a distancia maior de 200 milhas nauticas ou si, por circumstancias excepcionaes, a communicação não puder ser feita sinão augmentando a energia.

ART. IX

1) Nenhuma estação de bordo pôde ser montada ou explorada por administração particular sem licença concedida pelo Governo de que dependo o navio.

As estações a bordo de navios com porto de atracação em uma colonia, possessão ou protectorado podem ser designadas, como dependendo da autoridade dessa Colonia, Possessão ou Protectorado.

2) Toda estação de bordo possuidora de licença concedida por um dos Governos contractantes deve ser considerada pelos demais Governos como munida de uma installação que preencha as condições estabelecidas pelo presente Regulamento.

As autoridades competentes dos países por onde o navio faz escala poderão exigir a exhibição de licença. A falta de exhibição da licença, essas mesmas autoridades poderão certificar-se si a installação radiotelegraphica de bordo satisfaz as condições impostas pelo presente Regulamento.

Sempre que qualquer Administração reconhecera praticamente que certa estação de bordo não satisfaz a essas condições, deverá dirigir uma reclamação á Administração do país de que depende o navio. Proceder-se-á, dado esse caso, conforme o prescripto no art. XII, § 2°.

ART. X

1) O serviço da estação de bordo deve ser desempenhado por um telegraphista que tenha certificado concedido pelo

11190 Quinta-feira 21

Governo de que depender o navio, ou, em caso de urgência e sómente para uma viagem, por outro Governo adherente.

2) Ha duas classes de certificados:

a) De 1.ª classe attesta o valor profissional do telegraphista no que diz respeito:

1) A regulagem dosapparelhos e ao conhecimento do respectivo funcionamento;

b) A transmissão e a recepção auditiva com rendimento que não deva ser inferior a 20 palavras por minuto;

c) Ao conhecimento dos regulamentos applicaveis á troca de communicações radiotelegraphicas.

O certificado de 2.ª classe pôde ser concedido ao telegraphista que tenha o rendimento de transmissão e de recepção entre 12 e 19 palavras por minuto e que satisfazá ás demais condições acima mencionadas. Os telegraphistas que possuirem certificados de 2.ª classe poderão ser accetidos:

a) Nos navios que empregam a radiotelegraphia sómente para o serviço proprio e para a correspondencia da equipagem e, em particular, nos navios de pesca;

b) Em todos os navios, a título de supplentes, desde que haja a bordo pelo menos um telegraphista com certificado de 1.ª classe. Entretanto, nos navios classificados na primeira categoria indicada no art. XIII, o serviço deve ser garantido, no menos, por dous telegraphistas possuidores de certificados de 1.ª classe.

Nas estações de bordo as transmissões só poderão ser feitas por um telegraphista munido de certificado de 1.ª ou de 2.ª classe, com excepção dos casos de urgência em que seria impossivel cingir-se á presente disposição.

3) O certificado declarará que o Governo submetteu o telegraphista á obrigação de guardar o sigillo da correspondencia.

4) O serviço radiotelegraphico da estação de bordo fica sob a autoridade superior do commandante do navio.

ART. XI

Os navios dotados de installações radiotelegraphicas e classificados nas duas primeiras categorias do art. XIII deverão ser providos de installações radiotelegraphicas de socorro, cujos elementos todos deverão offerecer condições de segurança, tanto quanto possivel, e que serão determinadas pelo Governo que conceder a licença. As installações de socorro devem dispor de uma fonte de energia propria, capaz de ser posta immediatamente em actividade e de funcionar durante seis horas, pelo menos, e com alcance minimo de 80 milhas nauticas nos navios de primeira categoria e de 50 milhas nos de segunda categoria. A installação de socorro não será exigida para os navios cuja installação normal satisfizer as condições do presente artigo.

ART. XII

1) Logo que qualquer Administração tenha conhecimento de infracção á Convenção ou ao Regulamento commetida em uma das estações por ella autorizadas, constatará o facto e definirá as responsabilidades.

Cabendo a responsabilidade ao telegraphista, tratando-se de estação de bordo, a Administração tomará as providencias necessarias, e, si possivel fór, cassará o certificado; mas, si fór verificado que a infracção resulta do estado dos apparelhos ou de instrucções dadas ao telegraphista, procederá do mesmo modo quanto á licença concedida ao navio.

2) No caso de infracções reiteradas por parte do mesmo navio, quando as representações levadas ao conhecimento da Administração de que o mesmo dependa fiquem sem providencias, a Administração queixosa, depois de haver dado aviso a esse respeito, terá a faculdade de autorizar as suas estações costeiras a recusar as communicações procedentes do navio infractor. Em caso de divergencia entre duas Administrações, a questão será submettida a julgamento arbitral a pedido de um dos Governos interessados. O processo é o indicado no art. 18 da Convenção.

2—DURAÇÃO DO SERVIÇO NAS ESTAÇÕES

ART. XIII

a) Estações costeiras.

1. O serviço das estações costeiras será, tanto quanto possivel, permanente, de dia e de noite, sem interrupção.

Entretanto, certas estações costeiras poderão ter o serviço limitado. Cada Administração fixará as horas do serviço.

2. As estações costeiras cujo serviço não fór permanente não poderão fechar-se antes de ter transmittido todos os seus radiotelegrammas aos navios que estiverem a seu alcance, nem antes de ter recebido desses navios todos os radiotelegrammas annunciados. Esta disposição será igualmente applicavel sempre que os navios assignalarem sua presença antes da cessação efectiva do trabalho.

b) Estações de bordo.

3. As estações de bordo serão classificadas em tres categorias:

- 1) Estações com serviço permanente;
- 2) Estações com serviço limitado;
- 3) Estações sem obrigação determinada;

Durante a navegação, devem estar permanentemente em posição de escutar: 1.ª as estações de primeira categoria; 2.ª as estações de segunda categoria, nas horas em que estiver aberto o seu serviço; fóra dessas horas, as estações de segunda categoria devem vir escutar nos dez primeiros minutos de cada hora. As estações de terceira categoria não estarão sujeitas a nenhum serviço regular de escuta.

E' attribuição dos Governos que concedem as licenças especificadas no art. IX fixar a categoria na qual é classificado o navio, sob o ponto de vista de suas obrigações em materia do escuta. A menção desta classificação é expressa na licença.

3—REDACÇÃO E APRESENTAÇÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

ART. XIV

1) Os radiotelegrammas deverão ter, como primeira palavra do preambulo, a indicação de serviço cradico.

2) Na transmissão de radiotelegrammas procedentes de navios no mar, são indicadas no preambulo a data e a hora da apresentação á estação de bordo.

3) Na reexpedição pela rede telegraphica, a estação costeira inscreverá, como indicação da estação de procedencia, o nome do navio de origem tal como figura na Nomenclatura, e ainda, se fór possivel, o nome do ultimo navio que serviu de intermediario. Estas indicações são seguidas do nome da estação costeira.

ART. XV

1) O endereço dos radiotelegrammas destinados aos navios deve ser tão completo quanto possivel. Deverá ser obrigatoriamente redigido do seguinte modo:

a) Nome ou qualidade do destinatario, com indicação complementar, si houver;

b) Nome do navio, tal como figura na primeira columna da Nomenclatura;

c) Nome da estação costeira; tal qual figura na Nomenclatura.

Entretanto, o nome do navio poderá ser substituido por uma indicação de percurso effectuado pelo navio e determinado pelos nomes dos portos de procedencia e destino, ou por qualquer outra referencia equivalente, a risco e prejuizo do expedidor.

2) O nome do navio, tal qual figura na primeira columna da Nomenclatura, é, em qualquer caso e independentemente de sua extensão, contado como uma só palavra, quando estiver no endereço.

3) Os radiotelegrammas redigidos por meio do Codigo internacional de signaes serão transmittidos a destino sem ser traduzidos.

4 — TAXAÇÃO

ART. XVI

1) A taxa costeira é a taxa de bordo, segundo a tarifa, serão fixadas por palavra pura e simples, tendo por base uma remuneração equitativa ao trabalho radiotelegraphico, com applicação facultativa de um minimo de taxa para cada radiotelegramma.

A taxa costeira não pôde exceder de 60 centimos por palavra e a de bordo de 40 centimos tambem por palavra. Entretanto, a cada uma das administrações cabe a faculdade de autorizar taxas costeiras e de bordo superiores aos maximos indicados, quando a estação tiver um alcance superior a 100 milhas nauticas, ou quando a estação fór excepcionalmente onerosa em virtude das condições materiaes de sua installação e de sua exploração.

O minimo facultativo da taxa para os radiotelegrammas não pôde ser superior á taxa costeira ou á taxa de bordo de um radiotelegramma de 10 palavras.

2) No percurso pelos fios telegraphicos, os radiotelegrammas procedentes de ou destinados a um paiz e trocados directamente com as estações costeiras desse paiz, a taxa applicavel pela transmissão não deve exceder, em média, á do regimen interno desse paiz.

Essa taxa é calculada por palavra pura e simples, com um minimo facultativo de percepção não excedente á taxa de dez palavras. Essa taxa é notificada em francos pela Administração do paiz de que depende a estação costeira.

Nos paizes do regimen europeu, á excepção da Russia e da Turquia, ha sómente uma taxa unica para o territorio de cada paiz.

ART. XVII

1) Sempre que qualquer radiotelegramma procedente de um navio e destinado a uma estação de terra transitar por uma ou duas estações de bordo, a taxa comprehenderá não só a de procedencia de bordo e a da estação costeira, como tambem a dos fios telegraphicos e a do bordo de cada um dos navios que formam parte na transmissáo.

2) O expeditor de qualquer radiotelegramma procedente de estação terrestre e destinado a um navio póde pedir que o seu despacho seja transmittido por intermedio de uma ou duas estações de bordo. Para esse effeito pagará as taxas radiotelegraphicas e telegraphicas e, além disso, depositará, á título de arruhas, uma quantia a fixar pela estação de procedencia para pagamento das taxas de transito, fixadas no paragrapho I e nellescompreendidas as taxas de bordo intermediarias; o expeditor deve tambem satisfazer, á sua escolha, a taxa de um telegramma de cinco palavras ou o preço de franquia de uma carta a expedir pela estação costeira á de procedencia dando os esclarecimentos necessarios para a liquidação das arruhas depositadas.

O radiotelegramma será então accetito, a risco e prejuizo do expeditor, e levará antes do endereço a indicação eventual taxada «retransmissões telegraphicas» ou «retransmissões cartas» (x representando o numero de retransmissões pedidas pelo expeditor), conforme o expeditor deseja que os esclarecimentos necessarios á liquidação das arruhas sejam dados pelo telegrapho ou pelo correio.

3) A taxa dos radiotelegrammas procedentes de um navio e destinados a outra navio e encaminhados por intermedio de uma ou duas estações costeiras comprehende:

As taxas de bordo dos dous navios, a taxa da estação costeira ou das duas estações costeiras, segundo o caso, e eventualmente á taxa telegraphica applicavel ao percurso entre as duas estações costeiras.

4) A taxa dos radiotelegrammas trocados entre os navios sem a intervencao de uma estação costeira comprehende as taxas de bordo dos navios de procedencia e de destino augmentadas das taxas de bordo das estações intermediarias.

5) As taxas costeiras e de bordo devidas ás estações de transito são as mesmas que as fixadas para aquellas estações, sempre que estas ultimas estações sejam de procedencia ou do destino. Em qualquer caso ellas só serão percebidas uma vez.

6) Para toda estação costeira intermediaria a taxa a perceber para o serviço de transito é a mais elevada das taxas costeiras relativas á troca directa com os dous navios em questão.

ART. XVIII

O paiz em que estiver montada uma estação costeira servindo de intermediaria para a troca de radiotelegrammas entre uma estação de bordo e um outro paiz é considerado, na parte relativa á applicação das taxas telegraphicas, como paiz de procedencia ou do destino desses radiotelegrammas e não como paiz de transito.

5. PERCEPÇÃO DAS TAXAS

ART. XIX

1) A taxa total dos radiotelegrammas é cobrada do expeditor, á excepção: 1) das despesas de expresso (art. LVIII, paragrapho 1º do Regulamento Telegraphico); 2) das taxas applicaveis ás reuniões ou alterações de palavras não admitidas, constataadas pela repartição ou estação de destino (artigo XIX paragrapho 9º do Regulamento Telegraphico) as quaes serão cobradas do destinatario.

As estações de bordo devem possuir as tarifas necessarias á applicação desta disposição. Fica-lhes, entretanto, facultado cobrar nas estações costeiras a respeito da taxação dos radiotelegrammas quando não tenham todos os dados necessarios.

2) A contagem das palavras da estação de procedencia é decisiva a respeito dos radiotelegrammas destinados a bordo; do mesmo modo é decisiva a contagem de bordo para os radiotelegrammas de sua procedencia, tanto para os effeitos de transmissáo como para as contas internacionaes. Quando o radiotelegramma for redigido total ou parcialmente em uma das linguas do paiz de destino, em caso de radiotelegrammas procedentes dos navios, ou em uma das linguas do paiz de que depender o navio, si se tratar de radiotelegrammas destinados a navios, e contiver reuniões ou alterações de palavras contrarias ao uso da mesma lingua, a repartição ou a estação de bordo do destino, conforme o caso, terá a facilidade de cobrar do destinatario a importancia da taxa não paga pelo expeditor. Em caso de recusa do pagamento o radiotelegramma poderá ser retido.

6. TRANSMISSÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

a) Signaes de transmissáo

ART. XX

Os signaes empregados são os do Codigo Morse Internacional.

ART. XXI

Os navios em caso de perigo farão uso do seguinte signal:

• • • • •

repetido com curtos intervallos, seguido das indicações necessárias.

Desde que qualquer estação perceba o signal de perigo, suspenderá a correspondencia que estiver fazendo e não a retomará sinão depois que estiver certa de que a communicação motivada pelo chamado de soccorro está concluida.

As estações que perceberem um chamado de soccorro deverão conformar-se com as indicações dadas pelo navio que fizer a chamada, tanto na ordem das communicações como na terminação das mesmas.

Quando uma série de chamados de soccorro fór acompanhada do indicativo de chamada de determinada estação, só a esta estação cabe attender ao chamado, a menos que ella não esteja respondendo. Faltando a indicação de uma estação determinada, qualquer que perceber o pedido de soccorro está na obrigação de responder.

ART. XXII

Para dar ou pedir esclarecimentos relativos ao serviço radiotelegraphico, as estações devem fazer uso dos signaes contidos na lista annexa ao presente Regulamento.

b) Ordem de transmissáo

ART. XXIII

Entre duas estações os radiotelegrammas da mesma categoria são transmittidos isoladamente na ordem alternativa ou por séries de varios radiotelegrammas, segundo a indicação da estação costeira, com a condição de que o tempo para transmissáo de cada série não exceda de 15 minutos.

c) Chamada das estações e transmissáo dos radiotelegrammas

ART. XXIV

1) Em geral é a estação de bordo que chama a estação costeira, haja ou não radiotelegrammas para transmittir.

2) Nas aguas em que o trafego radiotelegraphico é intenso (A Mancha, etc.) a chamada do navio para uma estação costeira não póde, em regra, fazer-se sinão quando a estação costeira estiver no alcance normal da estação de bordo e sempre que o navio esteja a distancia inferior a 75 "q" do alcance normal da estação costeira.

3) Antes de fazer a chamada a estação costeira ou a estação de bordo deverá regular o mais sensivelmente possivel o respectivo systema receptor e certificar-se de que nenhuma outra communicação está sendo feita no seu raio de alcance; no caso contrario, ella aguardará a primeira suspensáo, salvo reconhecendo que a sua chamada não é susceptivel de perturbar as communicações em andamento. O mesmo dar-se-ha quando ella quizer responder a uma chamada.

4) Para fazer a chamada as estações empregarão a onda normal da estação que tenham de chamar.

5) Si, não obstante as precauções acima, qualquer transmissáo radiotelegraphica ficar embarçada, a chamada deverá cessar ao primeiro pedido de qualquer estação costeira aberta á correspondencia publica. Esta estação deverá indicar logo a duração approximada da espera.

6) A estação de bordo deve communicar a cada estação costeira a que tenha assignalado a sua presenca o momento em que pretenda cessar as suas operações e qual o tempo provavel da interrupção.

ART. XXV

1) A chamada compõe-se do signal **•••••**, do indicativo da estação chamada, emitido tres vezes, e da preposição, **de**, seguida do indicativo da estação expedidora, emitido tres vezes.

2) A estação chamada responde dando o signal **•••••**, seguido do indicativo da estação correspondente, emitido tres vezes, da preposição **de**, do seu proprio indicativo e do signal **•••••**.

3) As estações que desejarem communicar-se com os navios, sem que roubeem os nomes daquelles que se acham

44192 Quinta-feira 21

em seu rale do alcance, empregando o signal (signal de procura). As disposições dos parágraphos 1.º e 2.º são igualmente applicaveis á transmissão do signal de procura e á resposta a este signal.

ART. XXVI

Quando qualquer estação não responder ao signal de chamada (artigo XXV) emitido tres vezes com intervallos de dous minutos, este não pôde ser renovado sinão depois de um intervallo de quinze minutos e isso mesmo depois da estação que estiver fazendo a chamada se haver assegurado de que nenhuma outra comunicação radiotelegraphica está em andamento.

ART. XXVII

Qualquer estação que tenha de effectuar a transmissão empregando grande potencia emitirá previamente tres vezes o signal de prevenção com a potencia minima necessaria para atingir as estações visinhas. Sómente começará a transmitir com grande potencia 30 segundos depois de ter feito o signal de prevenção.

ART. XXVIII

1) Logo que a estação costeira tenha respondido, a estação de bordo dar-lhe-á os esclarecimentos abaixo especificados, si tiver radiotelegrammas a transmitir; esses esclarecimentos serão igualmente fornecidos sempre que a estação costeira os pedir:

- a) a distancia approximada em milhas nauticas do navio á estação costeira;
- b) a posição do navio indicada de fórma concisa e adaptada ás circumstancias respectivas;
- c) o proximo porto em que tocará o navio;
- d) o numero de radiotelegrammas, si forem de extensão normal, ou o numero de palavras; si os despachos forem de extensão excepcional.

A velocidade do navio em milhas nauticas será especialmente indicada a pedido expresso da estação costeira.

2) A estação costeira responderá, indicando, como determina o parágrafo 4.º, ou o numero de radiotelegrammas ou o numero de palavras a transmitir para bordo, assim como a ordem de nacional.

3) Si a transmissão não puder ser feita immediatamente, a estação costeira communicará á estação de bordo a duração approximada da espera.

4) Si uma estação de bordo for chamada e não puder momentaneamente receber, deverá informar á que chama qual a duração approximada da espera.

5) Na troca de correspondencia entre duas estações de bordo, cabe á estação chamada o direito de fixar a ordem de transmissão.

ART. XXIX

Sempre que uma estação costeira for chamada, ao mesmo tempo, por muitas estações de bordo, cabe-lhe decidir da ordem em que estas estações devem ser admittidas para fazer a correspondencia.

Para regular a ordem da correspondencia, a estação costeira inspirar-se-á unicamente na necessidade de permittir que qualquer estação interessada troque o maior numero possível de radiotelegrammas.

ART. XXX

Antes de começar a troca da correspondencia, a estação costeira communicará á estação de bordo si a transmissão se fará na ordem alternativa, ou por séries (Art. XXIII); depois começará a transmissão ou acompanhará essas indicações do signal

ART. XXXI

A transmissão do radiotelegramma é precedida do signal e terminará pelo signal seguido do indicativo da estação expedidora o do signal

No caso de uma serie de radiotelegrammas, o indicativo da estação expedidora e o signal sómente serão dados no fim da serie.

ART. XXXII

Sempre que o radiotelegramma contiver mais de 40 palavras, a estação expedidora interromperá a transmissão com o signal depois de cada serie de 20 palavras, mais ou menos, e só continuará a transmissão depois de ter obtido da estação correspondente a repetição da ultima palavra bem entendida, seguida do dito signal, ou, si a recepção for boa, do signal

No caso de transmissão por séries, o aviso de recepção é dado depois de cada radiotelegramma.

As estações costeiras occupadas com a transmissão de radiotelegrammas extensos devem suspender a transmissão no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar silenciosas durante tres minutos antes de continuar a transmissão.

As estações costeiras e de bordo que trabalharem nas condições previstas no art. XXXV, § 2.º, devem suspender o trabalho no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar á escuta com a onda de 600 metros durante tres minutos antes de continuar a transmissão.

ART. XXXIII

1) Quando os signaes se tornam duvidosos, convém enviar todos os esforços possiveis para a conclusão da transmissão. Para esse effeito, o radiotelegramma é transmitido tres vezes no maximo, a pedido da estação receptora. Si, apesar dessa tripla transmissão, os signaes ainda forem illegiveis, o radiotelegramma é annullado.

Si o aviso de recepção não for recebido, a estação transmissora chamará de novo a estação correspondente. Si nenhuma resposta for dada depois de tres chamadas, a transmissão não proseguirá. Neste caso, a estação transmissora tem a faculdade de obter o aviso de recepção por intermedio de uma outra estação radiotelegraphica, utilizando, si for possível, as linhas da rede telegraphica.

2) Si a estação receptora julgar que, apesar de uma recepção defeituosa, o radiotelegramma pôde ser remettido, ella insereverá no fim do preambulo a indicação de serviço «recepção duvidosa» e dará curso ao radiotelegramma. Nestas condições, a Administração de que depender a estação costeira reclamará as taxas, conforme o art. XLII do presente Regulamento. Todavia, si a estação de bordo transmitir ulteriormente o radiotelegramma a uma outra estação costeira da mesma Administração, esta não poderá reclamar sinão as taxas relativas a uma só transmissão.

d) Aviso de recepção e fim do trabalho

ART. XXXIV

1) O aviso de recepção dar-se-á pela fórma prescrita no Regulamento Telegraphico Internacional, devendo ser precedido do indicativo da estação transmissora e seguido do indicativo da estação receptora.

2) O fim do trabalho entre duas estações será indicado por ambas por meio do signal seguido da sua propria indicação.

c) Direcção a dar aos radiotelegrammas

ART. XXXV

1) Em regra a estação de bordo deverá transmitir os seus radiotelegrammas á estação costeira mais proxima.

Entretanto, si a estação de bordo puder escolher entre diversas estações costeiras que se achem a distancia eguaes, ou mais ou menos eguaes, deverá dar preferencia áquella que estiver estabelecida em territorio do paiz de destino ou de transitio normal de seus radiotelegrammas.

2) Todavia, um expedidor a bordo de um navio tem o direito de indicar a estação costeira pela qual deseja que o seu radiotelegramma seja expedido. A estação de bordo esperará então até que essa estação costeira seja a mais proxima.

Excepcionalmente a transmissão poderá ser effectuada para uma estação costeira mais afastada, desde que:

- a) o radiotelegramma seja destinado ao paiz em que está situada essa estação costeira e provenha de navio dependente do mesmo paiz;
- b) para os chamados e transmissão ambas as estações utilizem uma onda de 1.800 metros;
- c) a transmissão por uma onda deste comprimento não perturbe uma transmissão effectuada por meio de uma onda do mesmo comprimento por uma estação costeira mais proxima;
- d) a estação de bordo se ache a uma distancia de mais de 50 milhas nauticas de qualquer estação costeira indicada na Nomenclatura. A distancia de 500 milhas poderá ser reduzida a 25 milhas sob a condição de que a potencia maxima nos bornos do gerador não exceda a 5 kilowatts e que as estações de bordo sejam estabelecidas de accordo com os arts. VII e VIII. Esta redução de distancia não é applicavel nos mares, bahias ou golfos cujas margens pertençam a um só paiz e cuja abertura no alto mar tenha menos de 100 milhas.

2. — ENTREGA DOS RADIOTELEGRAMMAS A SEU DESTINO

ART. XXXIV

Quando, por qualquer motivo, um radiotelegramma procedente de um navio no mar e destinado a uma estação em terra firme não puder ser entregue ao destinatário, será expedido um aviso de não entrega. Este aviso deverá ser dirigido à estação costeira que recebeu o radiotelegramma primitivo. Esta última, após a verificação do endereço, reexpedirá o aviso ao navio, se possível for; em caso de necessidade o fará por intermédio de outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

Quando um radiotelegramma chegar a uma estação de bordo e não puder ser entregue, esta estação deverá dar conhecimento disso à repetição ou à estação de bordo expedidora, por meio de um aviso de serviço. No caso dos radiotelegrammas procedentes de terra firme, este aviso será transmitido, tanto quanto possível, à estação costeira pela qual transitou o radiotelegramma, ou, dado o caso, a outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

ART. XXXV

Si o navio a que for destinado o radiotelegramma não tiver assignallado a sua presença à estação costeira no prazo indicado pelo expedidor ou, na falta dessa indicação, até a manhã do oitavo dia subsequente, essa estação costeira dará disso aviso à estação de procedencia que disso informará o expedidor.

Este tem a faculdade de pedir por aviso de serviço taxado, telegraphico ou postal, dirigido à estação costeira, que seu radiotelegramma fique retido durante um novo periodo de 9 dias para ser transmitido ao navio e assim por diante. Na falta de tal pedido, o radiotelegramma será posto no refugio expirado o nono dia (não comprehendido o dia do deposito).

Entretanto, si a estação costeira tiver certeza de que o navio sahiu de seu raio de acção, antes que ella lhe pudesse transmitir o radiotelegramma, deverá informar disso immediatamente à estação de procedencia, que sem demora avisará o expedidor de que foi annullado o despacho. Todavia o expedidor poderá, por aviso de serviço taxado, pedir à estação costeira que transmita o radiotelegramma por occasião da mais proxima passagem do navio.

8. — RADIOTELEGRAMMAS ESPECIAES

ART. XXXVII

Só são admittidos:

1) Os radiotelegrammas com resposta paga. Estes radiotelegrammas deverão trazer antes do endereço a indicação «resposta paga» ou «R. P.», completada com a menção da quantia previamente paga para a resposta, «resposta paga fr. x» ou «R. P. fr. x».

O vale de resposta expedido a bordo de um navio dá a faculdade de pedir, no limite de seu valor, um radiotelegramma para qualquer destino, a partir da estação de bordo que emittiu o vale.

2) Os radiotelegrammas com cotejo.

3) Os radiotelegrammas a remetter por expressos. Unicamente quando a importancia das despesas do expresso for cobrada do destinatario. Os paizes que não puderem adoptar esses radiotelegrammas deverão communica-los à Secretaria com despesas pagas pelo expedidor poderão ser admittidos quando se destinarem ao paiz sobre cujo territorio se acha a estação costeira correspondente.

4) Os radiotelegrammas a remetter pelo correio.

5) Os radiotelegrammas multiplos.

6) Os radiotelegrammas com aviso de recepção. Somente no que diz respeito à notificação da data e da hora em que a estação costeira transmitiu para bordo o radiotelegramma dirigido a esta ultima.

7) Os avisos de serviço taxados. Com excepção daquelles que pedem uma repetição ou um esclarecimento. Todavia, todos os avisos de serviço taxados, são admittidos no percurso das linhas telegraphicas.

Todavia, quanto aos avisos de serviço taxados, é permitido o percurso nas linhas telegraphicas.

8) Os radiotelegrammas urgentes. Somente quanto ao percurso nas linhas telegraphicas, observada a applicação do Regulamento telegraphico internacional.

ART. XXXIX

Os radiotelegrammas podem ser transmitidos por uma estação costeira a um navio ou por um navio a outro, em virtude de uma reexpedição por via postal a ser effectuada a partir de um porto de atracação do navio receptor.

Estes radiotelegrammas não admittem nenhuma retransmissão radiotelegraphica.

O seu endereço deve ser redigido da maneira seguinte:

1) A indicação taxada «Correio» seguida do nome do porto em que o radiotelegramma deve ser entregue ao correio.

2) Nome e endereço completo do destinatario.

3) Nome da estação de bordo que deve effectuar o deposito no correio.

4) No caso de possibilidade, o nome da estação costeira.

Exemplo: *Poste Buenosaires Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Atcon Lizard.*

A taxa comprehende, além das taxas radiotelegraphicas e telegraphicas, uma somma de 25 centimos para a franquía postal do radiotelegramma.

9. ARCHIVO

ART. XL

Os originaes dos radiotelegrammas, bem como os documentos relativos aos mesmos retidos pelas Administrações, serão guardados com todas as precauções necessarias, quanto ao sigillo, pelo menos durante 15 mezes, a contar do mez immediato ao do deposito do radiotelegramma.

Esses originaes e documentos serão, tanto quanto possível, enviados, pelo menos uma vez por mez, pelas estações de bordo às Administrações de que dependem.

10. ANNULLAÇÕES E RESTITUIÇÕES

ART. XLI

Relativamente ás annullações e restituções far-se-ha applicação do Regulamento telegraphico internacional, levando em conta as restricções indicadas nos arts. XXXVIII e XXXIX do presente Regulamento e sob as condições seguintes:

O tempo empregado na transmissão radiotelegraphica e o da permanencia do radiotelegramma na estação costeira, para os radiogrammas destinados aos navios, ou na de bordo, para os procedentes dos navios, não entrará nos prazos relativos ás annullações e restituções.

Si a estação costeira der conhecimento á de origem de que um radiotelegramma não pôde ser transmitido ao navio destinatario, a Administração do paiz de origem promoverá immediatamente a restituição ao expedidor das taxas costeira e de bordo relativas a esse radiotelegramma. Neste caso, as taxas restituídas não entrarão nas contas previstas no art. XLII, mas o radiotelegramma nellas é mencionado para estatística.

A restituição é devida pelas diferentes Administrações e empresas particulares que participarem do encaminhamento do radiotelegramma, entrando cada uma com a sua quota-parte. Todavia, os radiotelegrammas a que são applicaveis os arts. VII e VIII da Convenção de S. Petersburgo ficarão submettidos ás disposições do Regulamento Telegraphico Internacional, salvo quando, a acção desses radiotelegrammas for o resultado de um erro de serviço.

2) Quando o aviso de recepção de um radiotelegramma não chegar á Estação que o transmitiu, a taxa só será restituída quando ficar provado que o radiotelegramma dá lugar á restituição.

11. CONTABILIDADE

ART. XLII

1. As taxas costeiras e de bordo não entram nas contas previstas no Regulamento Telegraphico Internacional.

3) Os sinais horarios e os telegrammas meteorologicos serão transmitidos uns após outros de maneira que a duração total da sua transmissão não exceda de 10 minutos. Em regra, durante essa transmissão, todas as estações radiotelegraphicas cujo funcionamento possa perturbar a recepção desses sinais e telegrammas farão silencio, de maneira a permitir que os alludidos telegrammas e sinais sejam recebidos por todas as estações que o quizerem. Fazer-se-á excepção para os casos de perigo e telegrammas do Estado.

4. As Administrações facilitarão a communicação ás agencias de informações maritimas que ellas permitirem das informações relativas a avarias e sinistros maritimos ou que sejam de interesse geral para a navegação e de que as estações costeiras possam regularmente dar conhecimento.

14. DISPOSIÇÕES GERAES

ART. XLVI

As transmissões trocadas entre as estações de bordo devem effectuar-se de maneira a não perturbar o serviço das estações costeiras, devendo estas, em regra geral, ter o direito de prioridade para a correspondencia publica.

ART. XLVII

As estações costeiras e as de bordo são obrigadas a participar da transmissão dos radiotelegrammas, quando a communicação não puder ser estabelecida directamente entre as estações de procedencia e de destino.

O numero das retransmissões é, contudo, limitado a duas.

Tratando-se de radiotelegrammas destinados á terra firme, só se poderá fazer uso das retransmissões para attingir a estação costeira mais proxima.

A retransmissão deve estar subordinada á condição de que a estação intermediária que recebe o radiotelegramma em transitio possa dar-lhe curso.

ART. XLVIII

Si o percurso de um radiotelegramma effectuar-se parte pelas linhas telegraphicas e outra parte por estações radiotelegraphicas dependentes de um Governo não contractante, pode-lhe ser de curso, pelo menos, com a condição de que as Administrações de que dependam essas linhas ou estações tenham declarado querer applicar, si se der o caso, as disposições da Convenção e do Regulamento, que são indispensaveis ao encaminhamento regular dos radiotelegrammas e que seja a contabilidade assegurada.

Essa declaração será feita á Secretaria Internacional e levada ao conhecimento das Repartições da União Telegraphica.

ART. XLIX

As modificações do presente Regulamento, que se tornarem necessarias em consequencia de decisões das Conferencias telegraphicas ultteriores, serão postas em vigor na data fixada para a applicação das disposições estabelecidas em cada uma dessas Conferencias.

ART. L

As disposições do Regulamento telegraphico internacional são applicaveis, por analogia, á correspondencia radiotelegraphica, contanto que não sejam contrarias ás disposições do presente regulamento.

São applicaveis, em particular, á correspondencia radiotelegraphica as prescripções do art. XXVII, paragraphos 3 a 6, do Regulamento telegraphico, relativas á percepção das taxas, as dos arts. XXVI e XII, relativas á indicação da via a seguir, as dos arts. LXXV, paragrapho 1, LXXVIII, paragraphos 2 a 4, e LXXIX, paragraphos 2 e 4, referentes ao estabelecimento das contas. Entretanto: 1º) o prazo de 6 mezes marcado pelo paragrapho 2 do art. LXXIX do Regulamento telegraphico para a verificação das contas é elevado a 9 mezes, tratando-se dos radiotelegrammas; 2º) as disposições do art. XVI, paragrapho 2, não são consideradas como autorizando a transmissão gratuita, pelas estações radiotelegraphicas, dos telegrammas do serviço concernentes exclusivamente ao serviço telegraphico, nem tão pouco a transmis-

são franca, sobre as linhas telegraphicas, dos telegrammas do serviço exclusivamente relativos ao serviço radiotelegraphico; 3º) as disposições do art. LXXIX, paragraphos 3 e 5, não são applicaveis á contabilidade radiotelegraphica. Em virtude da applicação das disposições do Regulamento telegraphico, as estações costeiras são consideradas como estações de transitio, salvo quando o Regulamento radiotelegraphico estabelecer expressamente que essas estações deverão ser consideradas como estações de procedencia ou de destino.

De accordo com o art. XI da Convenção de Londres, o presente Regulamento entrará em vigor no dia 1 de Julho de 1913.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos assignaram este Regulamento em um exemplar que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e de será remetida uma cópia a cada Parte contractante.

Pela Allemanha e os Protectorados Allemaes.

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELTIZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN L. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL v. OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOLGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. RICKARD.

11196 Quinta-feira 21

Pela Dinamarca:

N. MEYER
J. A. VÖRTZ
R. N. A. FAHER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelândia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Grecia:

G. DÓSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTILLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalim Japonês, territorio arrendado de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADY.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖY.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUETEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARÃO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo Sião:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Esta: sinalético das estações radiotel-graphicas

A) Estações costeiras

N. mo.	Nacionalidade.	Posição geographica. E = longitude oriental. O = longitude occidental. N = latitude septentrional. S = latitude meridional. Subdivisões territoriaes.	Indicativo de chamada.	Alcance normal em milhas nauticas.	Systema radiotele- graphico com os ca- racteristicos do systema emissor.	Comprimen- tos da onda em metros (o comprimento da onda normal é sublinhado).
--------	----------------	--	---------------------------	---	---	--

Situação dos serviços prestados.	Horas de abertura (hora do fuso).	Taxa ocieira.		Observações (Eventualmente hora e modo de enviar sinais horarios e telegrammas meteorologicos).
		Por palavra em francos.	Minimo para cada radiote- legramma em francos.	

B) Estações de bordo

Nome.	Nacionalidade.	Indicativo do chamada.	Alcance normal em milhas nauticas.	Systema radiotelegra- phico com os caracteristicos do systema emissor.	Comprimentos da onda em metros.
-------	----------------	---------------------------	---	---	---------------------------------------

Natureza dos serviços effectuados.	Horas de abertura.	Taxa de bordo.		Observações (Eventualmente nome e endereço do explorador).
		Por palavra em francos.	Mínimo para cada radiotelegrama em francos.	
		1º Navios de guerra.		
		2º Navios mercantes.		

31198 Quinta-feira 21

Listas das abreviaturas a empregar nas transmissões radiotelegraphicas

Abreviaturas	Pergunta	Res. esta. ou aviso
1	2	3
---	(C Q)	Signal de procura, empregado por uma estação que deseja entrar em correspondencia.
---	(T R)	Signal annunciando a transmissão de indicações relativas a uma estação de bordo (artigo...)
---	(I)	Signal indicando que uma estação vai emitir com grande potencia.
PRB	Desejaes communicar-vos com minha estação por meio doCodigo internacional do signaes?	Desejo communicar-me com vossa estação por meio doCodigo internacional de signaes.
QRA	Qual é o nome de vossa estação?	Aqui a estação...
QRB	A que distancia vos a-haes da minha estação?	A distancia entre nossas estações é de.... milhas nauticas.
QRC	Qual é o vosso verdadeiro afastamento?	Meu afastamento verdadeiro é de.... grãos.
QRD	Para onde ides?	Vou a....
QRE	De onde vindes?	Veinho de....
QRF	A que companhia ou linha de navegação pertenceis?	Pertongo a....
QRH	Qual é o vosso comprimento de onda?	Meu comprimento de onda é de.... metros.
QRJ	Quantas palavras tendes a transmitir?	Tenho.... palavras para transmitir.
QRK	Como recebeis?	Recebo bem.
QRL	Recebeis mal? Devo transmitir 20 vezes para permitir a regulagem de vossos aparelhos?	Recebo mal. Transmitti 20 vezes para que eu possa regular meus aparelhos.
QRM	Estaes perturbado?	Estou perturbado.
QRN	As perturbações atmosfericas são muito fortes?	As perturbações atmosfericas são muito fortes.
QRO	Devo augmentar a energia?	Augmentae a energia.
QRP	Devo diminuir a energia?	Diminui a energia.
QRQ	Devo transmittir mais depressa?	Transmitti mais depressa.
QRS	Devo transmittir mais devagar?	Transmitti mais lentamente.
QRT	Devo cessar a transmissã?	Cessae a transmissã.
QRU	Tendes alguma cousa para mim?	Nada tenho para vós.
QRV	Estaes prompto?	Estou prompto. Tudo está em ordem.
QRW	Estaes occupado?	Estou occupado com outra estação (ou com....) pouco que não interrompa.
QRX	Devo esperar?	Esperae. Eu vos chamarei ás... horas (ou: quando houver necessidade).
QRY	Qual é a minha vez?	Vossa vez é numero....
QRZ	Meus signaes são fracos?	Vossos signaes são fracos.
QSA	Meus signaes são fortes?	Vossos signaes são fortes.
QSB	A intensidade é fraca? A scentelha é má?	A intensidade é fraca. A scentelha é má.
QSC	Os intervallos de transmissã são máos?	Os intervallos de transmissã são máos.
QSD	Comparemos nossos relógios. São... horas: que horas são?	São.... horas.
QSE	Os radiotelegrammas devem ser transmittidos em ordem alternativa ou por series?	A transmissã será feita em ordem alternativa.

Abreviaturas	Pergunta	Resposta ou aviso
1	2	3
QSG		A transmissã será feita por series de 5 radiotelegrammas.
QSH		A transmissã será feita por series de 10 radiotelegrammas.
QSJ	Qual é a taxa a cobrar por....?	A taxa a cobrar é de....
QSK	O ultimo radiotelegramma foi annullado?	O ultimo radiotelegramma foi annullado.
QSL	Recebestes quitação?	Poço deis quitação.
QSM	Qual é o vosso verdadeiro recibo?	Meu verdadeiro recibo é a.... grãos.
QSN	Estaes em communicacão com terra firme?	Não communico com terra firme.
QSO	Estaes em communicacão com outra estação (ou com....)?	Estou em communicacão com.... (por intermedio de....)
QSP	Devo avisar.... de que a chameas?	Avisae.... de que a chamo.
QSQ	São chamada por....?	Estaes sendo chamada por....
QSR	Expedireis o radiotelegramma....?	Expedirei o radiotelegramma....
QST	Recebestes uma chamada geral?	Chamada geral para todas as estações.
QSU	Peco vos que me chameis logo que acabardes (ou ás.... horas)?	Chamar-vos-hei, logo que acabardes.
QSV	Está sendo effectuada correspondencia publica?	Está sendo effectuada a correspondencia publica.
QSW	Devo augmentar minha frequencia de scentelha?	Augmentae a frequencia de scentelha.
QSY	Devo transmittir com o comprimento de onda de.... metros?	Passemos a onda de.... metros.
QSX	Devo diminuir minha frequencia de scentelha?	Diminui a frequencia de scentelha.

Quando uma abreviatura for seguida de um ponto de interrogacão ella se refere á pergunta indicada em frente a essa abreviatura

EXEMPLOS

Estações:		
A	QRA?	= Qual é o nome de vossa estação?
B	QRA Campania	= Aqui é a estação Campanha....
A	QRG?	= A que companhia ou linha de navegação pertenceis?
B	QRG Cunard	= Pertengo á linha Cunard.
A	estação A	augmenta então a energia da sua transmissã
lança:		
A	QRK?	= Como recebeis?
B	QRK	= Recebo bom.
	QRB 80	= A distancia entre nossas estações é de 80 milhas nauticas.
	QRC 62	= Meu verdadeiro afastamento é de 62 grãos.
	etc.	etc.